

LETTRE
MISSION DE FRANCE
AUX
COMMUNAUTÉS

89

Andalousie
vivre comme par miracle

Ministère des laïcs
des appels
une recherche

Payer
pour se faire embaucher
solidarité sans frontières

Eucharistie
et construction du monde
dans le corps du Christ
tous comme un seul homme

Vendée à vendre ?
étude sur le tourisme

Informations et nouvelles

Des livres pour l'été :
aux sources de notre foi

***Nous ne nous déplaçons plus pour voir,
mais pour prendre des photos...
Le touriste ne visite pas un pays,
mais le fantôme de ce pays,
c'est-à-dire tout ce qui, dans ce pays,
semble échapper à la corruption du temps...
tout ce qui est musée, muséable...***

Edgar Morin

MISSION DE FRANCE ET ASSOCIATION

La Lettre aux Communautés est un lieu d'échange et de communication entre les équipes de la Mission de France, les équipes diocésaines associées et tous ceux, laïcs, prêtres, religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l'Eglise, en France et dans d'autres pays. Elle porte une attention particulière aux situations qui, aujourd'hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d'Eglise à Eglise en sorte que l'Evangile ne demeure pas sous le boisseau à l'heure de la rencontre des civilisations.

Les documents qu'elle publie sont d'origine et de nature fort diverses : témoignages personnels, travaux d'équipes ou de groupes, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d'une même volonté de confrontation loyale avec les différentes situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l'effort qui mobilise aujourd'hui le Peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer plus fidèlement l'Evangile du Salut.

Sommaire

	Pages
<i>Andalousie</i>	
Vivre comme par miracle	
Esteban Tabares	2
<i>Ministères de laïcs</i>	
Des appels, une recherche	
travaux d'un groupe	6
exposé de Francis Corenwinder	15
<i>Payer pour se faire embaucher</i>	
Solidarité sans frontières	
Bernard Vincent	26
<i>Eucharistie et construction du monde</i>	
Dans le corps du Christ tous comme un seul homme	
Vincent Cosmao	33
<i>Vendée à vendre ?</i>	
Etude sur le tourisme	
Clément Pichaud	48
<i>Informations et nouvelles</i>	67
<i>Des livres pour l'été :</i>	
Aux sources de notre foi	71

— ANDALOUSIE —

Prêtre au milieu de son peuple, ouvrier agricole comme le plus grand nombre, Esteban TABARES est aussi un poète. Avec les mots de tous les jours, il chante la détresse et l'espérance des siens, réduits à la misère. Voici ce qu'il nous écrivait le 4 mai dernier :

« Nous venons de vivre quinze jours de lutte dans toute l'Andalousie. Un dur combat, avec de nombreuses grèves de la faim. Le village de MARINALEDA s'est distingué une fois encore, comme au mois d'août. Nous avons été au cœur du conflit, nous avons vécu la douleur, la peine et l'effort des journaliers. La lutte a été très positive, et accueillie favorablement par l'opinion publique. Les portes se sont ouvertes, et nous avons obligé le gouvernement et les professionnels de gauche de la politique à regarder en face la faim des journaliers. Nous avons agi pour qu'en Andalousie, des mesures structurelles aboutissent à la création d'emplois.

En attendant, nous avons obtenu que tous les journaliers en chômage touchent une indemnité, pour toute l'année. L'emploi communautaire (1) passe de deux à quatre jours par semaine. Ainsi, ils auront de quoi manger, et ne vivront plus dans la plus grande insécurité...

En face du « désenchantement » et de la lassitude, nous avons prouvé une fois de plus qu'il est possible d'avancer, à condition de prendre des risques et d'assumer la douleur du peuple... »

Esteban est l'auteur du poème suivant, dont la traduction ne rend pas, bien évidemment, les consonances de la langue originale.

(1) « *Travail communautaire* » : ce ne sont pas des emplois municipaux créés, mais des opérations occasionnelles d'entretien, de nettoyage, de ramassage des ordures, de voirie, organisées par les municipalités pour occuper les chômeurs.

— Vivre comme par miracle —

Au-dessus des statistiques et des études techniques,
Par-delà les stratégies politiques et syndicales,
En marge des beaux discours et des bonnes intentions,
Bien loin des consensus et des décrets-lois...
C'est là qu'est l'Andalousie.

Aux frontières de la famine. Hors des clichés typiques.
Là où le chômage devient misère,
Là où pour survivre, il faut une permission du gouvernement.
Aux limites du sous-développement,
Avec des caractères de plus en plus accusés d'un Tiers Monde.

ANDALOUSIE...

Patrie des journaliers de la faim, la valise et l'humiliation constante,
Cherchant une embauche qui partout se fait rare.
Armée de réserve, stock de main-d'œuvre disponible, à bon marché
Pour n'importe quelle région ou pays, dans n'importe quel emploi
et pour n'importe quoi.
Sans conditions, taillables et corvéables, pour le salaire qu'on veut.

Places emplies de soleil et pleines de journaliers sans travail.
Villages blancs gavés de désespoir et privés d'horizons.
Mains calleuses et bronzées qui deviennent
douces et blanches de ne les user jamais.
Cafés et tavernes pleines de gens qui jouent aux dominos et aux cartes
Toute la journée. Pour tuer le temps. Pour tuer l'ennui.
Pour se tuer peu à peu dans une stérilité complète.

Comment vivons-nous ? Quasi par miracle.
Grâce à une aumône qu'ils appellent « travail communautaire ».
Travail impersonnel et improductif qui nous dégrade et humilie.
Et même pour obtenir cette aumône, nous devons mener
Des luttes sans merci et des grèves de la faim
Nous dont la faim est continuelle, interminable.
En réponse et solution, nous recevons répression et prison.

Parce que nous voulons travailler la terre.
Parce que nos yeux sont tendus vers cette terre andalouse

fertile et stérile en même temps
Terre qui procurerait le bien-être à tous
Mais qui sert seulement de divertissement pour quelques-uns
qui la possèdent comme un immense domaine pour eux seuls.

La terre !... Richesse et misère...
On nous la donne seulement pour nous enterrer. Berceau et tombe...
La terre... Notre terre...
Oui, la nôtre, à nous tous qui la fertilisons
avec notre sueur et nos peines,
de génération en génération, de soleil en soleil,
sous le fouet du contremaître
et le regard du nobliau à cheval.

Mais ils nous jettent hors d'elle
Les machines — conçues pour soulager l'effort — nous remplacent
pour donner plus de profits à ceux qui se nomment les maîtres
parce que parfois ils parcourent « leurs terres » avec fusil et chien.

Toujours ils nous tiennent écartés de tout ce qui fait
d'un homme une personne.
Cette dernière mise à l'écart est la plus douloureuse :
ils nous enlèvent la seule chose que nous savons faire :
travailler la terre.

Car nous sommes des journaliers et — cela fait honte de le dire —
si nous ne travaillons pas la terre, que sommes-nous ? ...Rien !

Il n'y a pas d'autre chemin que de retourner à la terre.
le travail de la terre !
Même si la planification capitaliste affirme que ce n'est pas rentable.
Pour qui n'est-ce pas rentable ?
Pour nous cela ne l'a jamais été.

Unique Maître de la terre entière :
Tu partageais avec les paysans
la sueur des semailles et l'allégresse de la récolte.
Ecoute-nous.
Nous voulons vivre du champs qui est le nôtre.
Nous voulons travailler la terre qui est la nôtre.

Avril 1981.

Ministères de laïcs

Francis Corenwinder

Des appels, une recherche

Un peu plus d'une vingtaine de personnes, laïcs (dont quatre couples) et prêtres, se sont retrouvées les 1, 2 et 3 mai, pour partager et confronter leurs recherches sur la participation de laïcs à la responsabilité confiée à la Mission de France. Les laïcs avaient tous adressé une demande précise expliquant ce qu'ils cherchaient. Pour certains d'entre eux, cette demande remonte à plusieurs années. Tous étaient conscients d'être là pour créer un espace de recherche sur la participation de laïcs à la Mission de France et les ministères. Recherche non d'abord théorique, mais à partir des pratiques concrètes dont plusieurs sont vérifiées par des années d'existence. Un tel rassemblement va bien au-delà de la simple juxtaposition de démarches séparées. Peu à peu se forme la conscience d'une responsabilité ecclésiale où chacun apporte ses convictions et ses expériences au creuset d'une recherche en Eglise. Pour la Mission de France, c'est une étape dans la mise en œuvre des votes de la rencontre nationale d'août 80 et de l'Assemblée plénière de Lourdes en novembre 80 ; le début d'une recherche sur le sens, la place et les modalités d'autres ministères à la Mission de France dans la perspective d'une annonce de l'Evangile.

Dans une première partie, nous présentons divers aspects du compte-rendu de cette rencontre. Nous donnons ensuite la parole à Francis CORENWINDER, Secrétaire général de la M.D.F., qui participait à cette réunion au cours de laquelle il a situé où nous en sommes sur la question des ministères.

I - Le climat de cette rencontre

● Une grande confiance mutuelle

Les itinéraires des uns et des autres étaient très variés... Tous les âges, de 20 à 60 ans... Toutes les situations : mariés, célibataires, en projet de mariage. Origines sociales et situations professionnelles diverses. Les insertions ecclésiales sont aussi variées : communauté de base, isolés, en équipe, responsable d'aumônerie...

● Un esprit de recherche

Aucun des participants n'a prétendu avoir la clef, ou la solution, ni revendiqué un quelconque pouvoir dans l'Eglise. Enfin et surtout, une volonté d'avancer ensemble, non seulement pour mettre en place des idées, mais surtout pour trouver des cheminements possibles qui aboutissent à des pratiques concrètes. Tous se rendent compte qu'il faut « épuiser les questions » et qu'il est nécessaire de poursuivre au delà de ces trois jours. Une autre rencontre avec les mêmes est fixée fin novembre 81.

● Un sens ecclésial

Personne ne cherche ni ne veut pousser son cas personnel. Bien au contraire,

toute solution qui ne serait qu'individuelle est rejetée. Ce sens de l'Eglise se manifeste sur plusieurs registres :

- Un « amour de l'Eglise ». Même mal fichue, repliée trop souvent sur ses habitudes, on est prêt à se battre pour qu'elle change de visage.
- Le sens de l'Eglise locale. Beaucoup insistent sur la nécessité d'un tel enracinement. Etre à la Mission de France ne peut être « une fuite ou un refuge » dans « un ailleurs » ecclésial.
- La volonté de créer des lieux d'Eglise qui donnent envie d'entrer et de participer : lieux d'un « viens et vois » possible.

II - Ce qui nous est commun : quelques caractéristiques d'un service de l'Evangile, tel que nous le percevons

Ces trois jours passés ensemble nous ont permis — à travers l'expression des uns et des autres, les interrogations et les dialogues qui en sont nés — de faire apparaître des accents communs à tous ou fortement dominants.

Certes les thèmes évoqués ci-après n'ont pas été développés dans cet ordre ni de façon aussi cartésienne. Il s'agit

d'une relecture thématifiée de nos échanges, toujours fondée cependant sur les expressions les plus significatives. Son but est de faire apparaître ce qui semble au creux de ces différentes démarches et itinéraires.

A/ Un service de l'annonce de l'Evangile en pleine vent

Ce qui mobilise en profondeur la vie des uns et des autres n'est pas d'abord telle ou telle tâche particulière mais la responsabilité de l'annonce de l'Evangile « à ceux dont l'Eglise est loin et qui sont différents ». Le dynamisme qui anime chacun se situe là : une annonce en pleine vent, c'est-à-dire au cœur d'un partage ordinaire de vie, à travers les gestes et les relations de tous les jours. La multitude d'expressions allant en ce sens révèle une direction commune :

« Je me suis toujours senti concerné par l'annonce de Jésus Christ qui se fait à travers de multiples rapports avec les gens, dans l'école par exemple, ou avec les enfants... Il y a des ministères multiples dans l'Eglise, celui de la première annonce de l'Evangile me paraît le plus important »... « Je suis marqué par le fait que d'autres ne partagent pas cette foi, et ce sont les plus nombreux. Je voudrais qu'ils puissent partager ce que je vis. Dans mon collège je suis comme Jean-Baptiste espérant que quelques-uns disent un jour : « Voici l'Agneau de Dieu ».

Sans vouloir durcir de fausses oppositions entre ministères "ad intra" et "ad

extra", ce qui est cherché est moins regardé comme une *tâche à l'intérieur* de l'Eglise que compris comme une *responsabilité* risquée *en pleine vent*.

Il y a là, semble-t-il, un service caractérisé de la Parole de Dieu en ce monde. Service qui est vécu de bien des façons : en France ou au Tiers Monde, par le partage de vie ou par la réflexion théologique. Mais en tout état de cause il demande une attention et une solidarité privilégiée avec les plus écrasés et les plus démunis de notre planète.

B/ Enraciné dans un appel

Il est assez étonnant de constater — non pas chez tous, mais chez beaucoup — que très tôt, souvent dès l'adolescence, l'on trouve trace d'un appel. Inscrit de façon très diverse, les intéressés s'y réfèrent après 10 - 20 - 30 ans à la manière d'une source.

Appel à servir l'Eglise à une époque où le visage du prêtre monopolisait tout ce service. Appel à consacrer sa vie de femme, y compris comme prêtre si cela avait été possible : rêve qui, pas plus qu'hier, n'est réalisable aujourd'hui. Appel à faire entendre l'Evangile comme une tâche et un risque essentiel de sa vie. N'oublions pas en les lisant que les témoignages qui suivent émanent d'hommes et de femmes dont certains ont dépassé la cinquantaine.

« L'importance de l'incroyance m'est apparue très tôt, dès mon adolescence.

J'ai toujours été très marquée par la manière dont l'Eglise refusait de la prendre en compte. C'est pourquoi en 1954, à l'arrêt des prêtres-ouvriers, j'ai été si marquée. Cet appel je l'ai entendu très tôt et très fort... ». « A 16 ans, j'ai eu l'idée de devenir prêtre, dans une Eglise où tous les services étaient tenus par les seuls prêtres... Pour moi l'idée d'être prêtre était au fond l'idée de servir l'Eglise... ». « Dès mon adolescence j'ai compris que l'Eglise avait un service à remplir au cœur des situations injustes ».

Un simple tour de table, au petit nombre que nous étions a fait ressortir une variété d'appel et de cheminement qui donne à réfléchir. Il faudrait pouvoir creuser cette interrogation d'une jeune mère de famille :

« Qu'est-ce qu'un appel reconnu en Eglise ? Notre groupe, pourtant réduit, manifeste une diversité assez étonnante alors que l'Eglise sélectionne habituellement deux ou trois types d'appel seulement. Comment mettre cette diversité en œuvre dans l'Eglise ? Comment l'Eglise prend-elle en charge ces différents appels ? ».

C/ Exigeant des choix et une disponibilité

Demander ou accepter un ministère dans l'Eglise est quelque chose d'exigeant qui modifie le « cours normal » de son existence. Il ne s'agit pas — tous en sont conscients — de quelques tâches parti-

culières pour lesquelles on serait compétent, mais d'une manière de vivre et de risquer sa vie au service de l'Evangile. Mariés ou célibataires, cela demande des choix. Qui dit « ministère » dit un certain nombre de déplacements et de disponibilités, comme l'exprime très bien l'un de nous :

« C'est tout un choix de vie qui prend en compte toute la vie ».

Sur la forme, il faut évidemment s'adapter à chaque situation, suivant que l'on est marié ou non, avec des enfants ou non, etc... Mais il serait mauvais quant au fond de faire deux poids et deux mesures : l'une pour les laïcs, l'autre pour les prêtres. Il est significatif de repérer les choix que certains font déjà :

- Choix d'enseigner dans un lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.) au lieu du confort de l'enseignement secondaire en lycée classique. (Docteur ès-Lettres).
- Acceptation de poste en maternelle dont personne ne veut parce que situé en quartier populaire à majorité étrangère.
- Refus de jouer « le cadre jeune et dynamique » qu'impose et qui impose un certain modèle de société, au risque (effectif souvent !) de se faire licencier.
- Partage d'une vie de communauté, ouverte aux « paumés » de notre société (sortis de prison, drogués...).
- Choix accepté d'un travail à mi-temps ou d'un seul salaire pour être dispo-

nible à la rencontre, à l'accueil, pour pouvoir s'investir ailleurs ou faire place à la prière.

- Redistribution d'une partie importante d'une salaire pourtant peu élevé.

S'engager dans un service caractérisé de l'annonce de l'Evangile demande conjointement une disponibilité de vie que personne ne récusé, pouvant aller, au besoin, jusqu'à un déplacement géographique. Si tous sont d'accord sur un esprit, le contenu et les modalités d'une telle disponibilité sont très variables suivant les situations de famille, les professions, les régions, la conjoncture économique, les liens tissés localement... Pour le moment, il semble important de maintenir vivante cette exigence, sans toutefois chercher à définir des pratiques.

Cependant quelques célibataires et certains couples avec enfants accepteraient que la question d'une implantation géographique leur soit posée. Ils se disent prêts à discuter de propositions précises comportant équipe de vie et projet.

D/ Requête d'un envoi et d'une responsabilité

Ce qui est majoritairement demandé à l'Eglise est un ministère qui envoie et donne responsabilité. Cette requête, bien plus qu'une revendication de pouvoir, est l'expression d'une foi profonde — fut-elle critique — en l'Eglise, en son présent et son avenir. Deux types de motifs semblent expliquer cette demande:

1) Désir d'agir non pas en son nom personnel mais au nom de l'Eglise

Toute une série d'expressions développe cette intention :

- « Je suis très sensible à ce fait que ce soit l'Eglise qui envoie. En effet, personne n'est propriétaire d'un ministère : c'est une responsabilité dont il faut rendre compte »... « Je suis tout le temps compromise par l'Eglise, j'ai envie de la compromettre un peu ; non pas seulement la compromettre par le prêtre, mais aussi par les laïcs »... « Que mon service soit reconnu comme un ministère, une charge confiée... cela aurait sens. Je me sentirais encore plus responsable de le faire avec une mission reconnue »... « Il me semble important de recevoir une mission et cela se reçoit d'un autre »... « Une reconnaissance officielle me donnerait une autre compétence et responsabilité que le baptême ; cela renouvellerait l'envoi et la conscience d'être envoyée »... « Mon célibat n'a de sens que s'il y a un petit signe de reconnaissance de la part de l'Eglise »... « Dans notre groupe d'animation locale, une quinzaine de personnes ont souci de la mission, mais dans un service très spontané. Il y en a peu qui ont le sens d'un service responsable d'Eglise... ».

Ces expériences soulignent, chacune à sa manière :

- l'importance attachée à la mission confiée et reçue d'un autre en Eglise ;
- le désir d'une compétence et d'une

- responsabilité autre que le baptême ;
- le refus d'agir à titre personnel, l'en-
vie de compromettre l'Eglise et si-
multanément l'acceptation de rendre
compte de son existence à d'autres
dans un jeu d'équipe ;
- le sens d'un service responsable l'Egli-
se.

Par touches successives, ces différents accents disent fortement le désir d'agir au nom de l'Eglise en recevant d'elle une responsabilité particulière.

2) Désir que s'inscrive publiquement dans la vie de l'Eglise une place originale pour des ministères de laïcs

Ici, les raisons évoquées sont diverses :

* C'est d'abord la requête de *minis-
tères possibles* pour des femmes. Ne les
a-t-on pas trop facilement cantonnées
dans « les métiers du bon cœur » sans
leur donner de responsabilité réelle dans
l'Eglise. En tous cas, tous reconnaissent
que « pour les femmes, le chemin à se
frayer dans les ministères de laïcs est
plus difficile ».

« Cette responsabilité dans l'annonce
de l'Evangile n'est actuellement ni don-
née ni reconnue, surtout quand il s'agit
de laïcs, qui plus est de femmes... De-
puis 30 ans, j'attends cela ».

* Mais plusieurs s'inquiètent à l'in-
verse de la facilité avec laquelle certains
laïcs sont simplement transformés en
« bouche-trous » pour reconduire des
tâches sur le modèle habituel des prêtres.

Procéder ainsi est-ce bien donner à ces
ministères de laïcs leur véritable portée ?

« L'Eglise diocésaine est prête, pour
remplacer les prêtres, à payer des laïcs.
Mais ce faisant elle reconduit les mo-
dèles existants. Ces laïcs redeviennent
vite des espèces de clercs dans une autre
situation. Les problèmes de fond sont
esquivés : Quel type d'Eglise veut-on
créer ? Accessible à qui ? à partir de
quels ministères ?... ».

* D'autres insistent sur le caractère
public d'une reconnaissance. Ils souli-
gnent le sens et le poids d'une célé-
bration non seulement comme confirma-
tion d'une mission personnellement con-
fiée, mais pour faire apparaître publi-
quement de façon visible la volonté de
l'Eglise.

« Je suis déjà reconnu de fait par ceux
qui m'ont élus dans une des « régions »
Mission de France. En un sens, je n'ai
besoin de rien. Si je continue à faire
cette demande, ce n'est pas pour moi,
mais pour recevoir cette responsabilité
de façon publique et officielle ».

* Enfin quelques-uns soulignent l'ur-
gence d'instaurer des pratiques ecclésia-
les qui donnent l'espoir, particulièrement
vis-à-vis de jeunes en attente de signes :

« Beaucoup de chrétiens sont sur la
corde raide de l'Eglise, avec l'impres-
sion que ça n'avance pas entre autres du
côté des ministères. On sent la tentation
de constituer une Eglise parallèle ou de
quitter l'Eglise. A court terme, il est né-
cessaire de poser des actes concrets pour
redonner un espoir public ».

*E/ Vécu dans un collectif
qui a responsabilité officielle
d'Eglise*

Tous ont redit leur volonté de travailler avec d'autres au sein d'un collectif. L'importance souvent soulignée de « faire partie », d'être « partie prenante » d'une équipe, d'une région, de la recherche collective de la Mission de France, ou du corps même de la M.D.F., est très significative. Au fond ce qui semble être cherché est moins une responsabilité attribuée à titre personnel — encore que cette requête ne soit pas absente — que la participation réelle, officielle et à titre de laïcs, à une responsabilité collective d'annonce de l'Evangile. Les expressions abondent en ce sens :

— « On ne se retrouve pas bien dans ce mot de « ministères ». Ce dont nous avons surtout envie c'est de participer à une responsabilité d'équipe... On pose trop souvent la question du ministère en terme individuel : je ne rentre pas dans cette optique... ».

— « J'ai eu jusqu'à présent une insertion très individualisée, ça ne suffit pas... ». — « Ce n'est pas le problème de tel ou tel qu'il faut résoudre. Nous ne demandons pas un ministère pour nous, mais à l'intérieur d'une équipe qui reçoit mission ». — « Pour remplir mon rôle de théologien-laïc, j'ai senti qu'il me fallait un rattachement plus fort... ». — « Je cherche un lien avec quelque chose de plus large... j'ai désir de faire équipe avec d'autres laïcs ou prêtres. Cet essai en Afrique, je veux le faire en lien avec

tout un collectif... ». — « Mon chemin s'inscrit avec d'autres qui recherchent. C'est le sens de ma participation à la formation continue comme à la recherche globale de la Mission ».

Ainsi il apparaît clairement que l'entrée à la M.D.F. n'est pas une « solution personnelle » parce qu'on serait « dans l'esprit de la M.D.F. ». Elle implique un engagement dans un travail collectif avec nécessité de participer — sauf exception — à la vie et la responsabilité d'une équipe.

Reste une difficulté de taille que plusieurs ont soulevée : la Mission de France comme corps est-elle réellement prête à accueillir des laïcs qui demanderaient ou accepteraient un ministère de première annonce de l'Evangile ? Certes, des textes ont été votés ; l'assemblée de Lourdes a ouvert la voie à des expérimentations. Mais cette demande de quelques laïcs correspond-elle en profondeur à une démarche parallèle du corps de la Mission de France ? Certains couples présents ne veulent, pour leur part, rien presser. Il leur paraît important que des deux côtés il y ait mûrissement.

« Nous ne sommes pas pressés de donner une réponse immédiate, afin que ce soit aussi une demande du collectif qui nous accueille ».

*F/ Dans l'esprit de la M.D.F.
au service de l'édification locale
de l'Eglise*

Ce point n'est peut-être pas le plus

important ; il convient cependant de le mettre en valeur avec une certaine netteté pour éviter toutes sortes de confusions.

Sous des formes très diverses, la plupart des présents participent de fait, là où ils vivent, à l'édification locale de l'Eglise. Cela va de la catéchèse à la responsabilité principale d'une aumônerie de lycée, en passant par un lieu d'accueil pour les gens de l'hôtellerie, l'essai de renouveler le visage de l'Eglise sur les Hauts Plateaux limousins, la participation active à une communauté de base, des recherches sur l'accueil des divorcés ou le baptême des jeunes enfants.

Ainsi sur des registres variés, on constate non une fuite mais une réelle implication dans l'Eglise locale, une volonté de façonner localement une Eglise possible, accessible, accueillante, proche. Beaucoup d'expressions l'affirment clairement :

— « L'enjeu : c'est le visage de l'Eglise. Construire un « viens et vois », un lieu où l'évangile puisse être entendu... Ne pas voir cela c'est passer à côté de ce qui est essentiel »... — « Ce que l'on veut, c'est vivre localement une autre forme d'Eglise. Nous demandons à la M.D.F. de nous aider à vivre localement l'annonce de l'Evangile »... — « Le choix de la M.D.F. c'est une manière d'inscrire dans la vie locale la visée missionnaire de la M.D.F. Etre au service d'une Eglise locale nous semble un des critères importants du ministère de la Mission de France ».

Ajoutons une note supplémentaire qui est essentielle même si nous l'avons peu développée : Etre au service d'une Eglise locale n'est pas seulement chercher à faire exister un autre visage d'Eglise à côté de ceux déjà existants, c'est aussi essayer d'articuler entre eux différents visages d'Eglise.

« Au bout de cinq ans, nous découvrirons que le territorial n'est pas sans importance. Il serait trop rapide de dire que notre responsabilité doit être paroissiale. En tous cas, elle est d'articuler différents visages de l'Eglise. On sent l'importance qui pourrait avoir dans l'Eglise des groupes qui se reconnaissent et se disent quelque chose de Jésus-Christ. N'est-ce pas reconnaître que tout ministère est ordonné à la construction de l'unité ecclésiale ? Se vouloir missionnaire n'est pas seulement "aller parmi les nations", c'est, dans le même mouvement, faire que "tous soient un"... ».

III - Diversité des cheminements et des requêtes questions à mieux éclairer

A/ Des démarches et des accents différents

Sur de nombreux points nous nous sommes retrouvés autour d'un même type d'affinités et d'une même sensibilité chrétienne. Cependant tous ces points communs ne peuvent estomper la diversité des cheminements et des démarches.

Les requêtes exprimées n'avaient pas toutes les mêmes accents comme plusieurs l'ont fait remarquer :

« On n'a pas à gommer cette diversité, mais au contraire à la faire apparaître. C'est une richesse mais en même temps les demandes n'appellent pas toutes une même réponse ».

Trois clivages principaux peuvent être repérés :

1) Ministères ordonnés et ministères pour des laïcs

* La majorité des présents posent en fait la question de ministères reconnus à des laïcs. Certes, le terme de « ministère » en déroute beaucoup ; mais le contenu semble bien celui-là. Cependant, déjà là, il faudrait introduire bien des nuances.

Ainsi un couple, bien qu'en équipe M.D.F., ne demande rien. Il se dit simplement disponible à une proposition éventuelle :

« Je ne me pose pas la question du ministère dans l'Eglise. Je ne demande rien : l'essentiel est d'avancer. Je préfère que l'Eglise se sente interrogée par ce que je fais ».

Et le même ajoute non sans humour :

« Peut-être s'intéressera-t-elle à ce que nous faisons quand il ne restera dans l'Eglise que quelques têtes décaties ! ».

* Assez différente est la requête de ces deux hommes mariés qui se situent dans l'optique des ministères ordonnés. Ayant reçu toute la formation néces-

saire, ils se disent disponibles pour être prêtres. Situation d'attente dans laquelle ils persévèrent sans prétention et sans beaucoup d'illusions... Tous deux redoutent de voir la question qu'ils posent trop facilement enterrée par « le substitut du diaconat », même s'ils ne refusent pas d'en examiner l'éventualité. Plusieurs leur ont demandé : « Comment faites-vous pour que cette attente ne soit pas stérile ? ». En tout cas, constatons que nous sommes là dans une perspective complémentaire mais différente, celle de gens mariés qui seraient ordonnés.

2) Mission (et/ou) consécration

La majorité met l'accent sur la mission : l'annonce de l'Evangile « à ceux dont l'Eglise est loin et qui sont différents ». Visée prioritaire qui colore toutes les autres.

Cependant plusieurs, des femmes principalement, insistent très fortement sur un autre aspect : la consécration d'une vie à Dieu.

Nous avons senti, sans chercher à l'approfondir, que les instances n'étaient pas exactement situées aux mêmes endroits. Mais déjà avons-nous été amenés à deux types d'interrogations :

— a. L'aspect consécratoire est-il lié à un ministère ? Est-il de la même nature et du même ordre ? Il nous a semblé que non. Cette réflexion recueillie en fin de week-end s'en fait l'écho :

« Je comprends mieux ce qu'est la res-

ponsabilité d'un ministère. Par contre je vois de plus en plus la consécration d'une vie comme dissociée d'une telle responsabilité. C'est une autre démarche, très compatible avec la première, mais qui se situe ailleurs et autrement ».

— b. La M.D.F. est-elle capable d'enranger et de soutenir des ministères marqués par la consécration à Dieu ? Là encore, il semble que non. Mais pourquoi un modèle à double appartenance — à un groupe uni par cet aspect consécration et également à la M.D.F. — ne pourrait-il pas être envisagé ? Quelques-uns parmi nous vivent d'ailleurs une telle situation, sont à la fois de la M.D.F. et Bénédictin ou Frère de l'Evangile.

3) Reconnaissance de fait (et/ou) célébration

Ce troisième clivage, sans être décisif, est cependant présent. Pour quelques-uns l'important est une reconnaissance de fait, à travers certaines pratiques. Peu leur importe qu'il y ait une « reconnaissance officielle ».

D'autres, par contre, accordent une grande importance à une célébration en lien souvent avec l'accent mis sur la consécration.

« Pour moi, consacrer toute sa vie au service des autres est important. Je crois en cette consécration et c'est pourquoi j'insiste sur la célébration... Je sens qu'il est temps avec d'autres de célébrer une adhésion au Christ, de faire la fête... j'ai envie de célébrer un non-retour ».

Cependant la majorité, tout en reconnaissant la valeur de signe que cela pourrait revêtir — notamment comme engagement personnel et expression publique de l'Eglise — n'est pas polarisée sur cet aspect des choses. Le plus important pour le moment n'est-il pas de mûrir les choses collectivement ?

B/ *Des questions à mûrir et à approfondir :*

Elles sont nombreuses et variées. On peut les rassembler sous deux grands chapitres :

- 1) Une première série concerne des questions de fonds et notamment touche à l'articulation DU et DES ministères :
 - * Inventorier et préciser le vocabulaire habituel de l'Eglise : ministères, hiérarchie, sacerdoce, charismes...
 - * Place et sens du diaconat. Bien des interprétations en sont données et le même vocable couvre des pratiques très différentes...
 - * Articulation entre ministères ordonnés et ministères de laïcs. Quelle en est la visée commune ? ?
 - * Difficulté à penser la responsabilité du ministère : ni défini seulement par des tâches précises, ni défini par une responsabilité si générale qu'elle en devient floue.
 - * Articulation entre ce qu'on nomme parfois un peu commodément « ministère de la première annonce de l'Evangile » et enracinement ecclésial.

- 2) Une deuxième série est relative aux pratiques concrètes, aux critères d'authentification et aux étapes d'une reconnaissance possible.

Nous trouvons là une multitude de questions comme :

- * La vie d'équipe : est-elle nécessaire en tous les cas ? Comment la jouer pour des femmes quand le plus souvent elle est constituée d'une majorité d'hommes et de prêtres ?
- * La disponibilité : quel contenu, quelles pratiques ?
- * Engagement pour la Mission et choix professionnel ?
- * La place du célibat dans les ministères de laïcs. Seraient-ils uniquement l'affaire de gens mariés ?
- * Nous avons repéré des caractéristiques d'un service de l'Evangile qui nous sont communes (cf. le II). Sont-elles

suffisantes pour cerner le ministère dont nous parlons ?

- * A quels critères reconnaître que telle ou telle personne est appelée à prendre part au ministère de l'Eglise ? au niveau des convictions, des qualités humaines, du sens ecclésial, des préparations nécessaires, éventuellement de l'unité du foyer...

Cette rencontre est un point de départ et tous nous souhaitons poursuivre la réflexion. Une autre réunion de ce groupe est prévue, fin novembre 1981. La recherche commencée suppose un cheminement permettant les échanges, le mûrissement des questions soulevées et, pour permettre des choix décisifs, une progression tant de la part de ceux qui se proposent pour un tel service, que du côté de la Mission de France prise dans son ensemble.

Où en est la Mission de France, dans sa recherche ?

Il nous a été demandé, à chacune et chacun d'entre nous, de dire notre cheminement et le point où nous en sommes. Je m'exprime ici en mon nom personnel, mais en essayant de dire où en est la Mission de France, dans son cheminement, au sujet de la question qui nous préoccupe : celle des ministères de mission confiés à des laïcs dans le cadre de la Mission de France.

Remarque préliminaire

Dans le courant d'Eglise que représente la Mission de France depuis 40 ans, il y a toujours eu non seulement des prêtres mais aussi des vocations de laïcs. Il y a eu Henri Godin, prêtre, et Madeleine Delbrel, laïque. Il y a les équipes féminines d'Ivry presque toujours implantées en lien avec celles de la M.D.F. C'est un fait, l'Esprit a appelé et appelle

aujourd'hui encore — votre présence en est la preuve actuelle — des prêtres et des laïcs à vouer leurs existence à la Mission, au sein de la Mission de France, ou en des démarches très voisines.

La question est alors de se demander si des laïcs peuvent avoir leur place à part entière dans la Mission de France.

Pour y répondre, il faut d'abord rappeler ce qu'est la M.D.F.

I - La Mission de France, qu'est-ce que c'est ?

Pourquoi a-t-elle été créée ? Quelle est sa vocation, et la mission qui lui est confiée ?

a) « N'oubliez jamais que si la Mission de France a été créée, c'est parce qu'un beau jour, dans l'Eglise, on a pris conscience de la déchristianisation. Ce fait consiste essentiellement en un mouvement de civilisation qui enfante une nouvelle manière d'être homme, et cet homme naît païen... Cela (se joue)... non pas dans un petit secteur partiel, mais au plan national et mondial » (père Augros).

La M.D.F. a donc pour mission essentielle de travailler à la rencontre de la Foi avec les « mondes » nouveaux, les mentalités nouvelles. C'est ce qui explique qu'elle est présente en divers secteurs (ouvriers, ruraux, tiers-monde, santé, tertiaire...).

b) C'est pour cette mission spécifique que l'Eglise a donné à la Mission de

France un statut original. (Constitution apostolique donnée par Rome en 1954. Voir aussi le compte rendu de l'Assemblée de l'épiscopat de 1980).

Ce statut original fait apparaître que la M.D.F. *n'est pas* une église particulière, comme l'est par exemple un diocèse, c'est-à-dire un peuple de laïcs, ses prêtres, son évêque, constituant l'Eglise en telle ville, en tel département.

La Mission de France n'est pas une église qui ferait nombre avec les autres. Elle n'est pas une église dans l'Eglise. Elle est un groupe *au service* des églises diocésaines. Elle est définie comme un diocèse *sans territoire* (sauf Pontigny) au service des diocèses,

- pour contribuer au dynamisme missionnaire de l'Eglise,
- pour aider à chercher, à inventer, les chemins d'une annonce de l'Evangile dans le monde d'aujourd'hui (1),
- pour rendre l'Eglise plus attentive à ceux du dehors, à ce qui est nouveau, dans un mouvement de Pentecôte.

c) Quand l'Eglise a pris conscience du besoin d'une véritable démarche de « mission », elle se devait d'envoyer des *prêtres*. Il y a là un point essentiel. Il ne faudrait pas y voir naïvement la trace d'un passé désuet, la marque évidente d'un cléricalisme démodé ou une sorte d'incapacité à reconnaître qu'il y a aussi des laïcs appelés et prêts à la mission

(1) Etre fidèle à ce service comporte certains choix qui ont été à nouveau précisés dans les orientations de la Mission de France, réaffirmées à l'Assemblée Générale 1980.

(Toute l'histoire de l'action catholique suffirait à prouver le contraire !).

Ce n'est pas un hasard si, pour mettre en œuvre la mission dont on venait de percevoir le besoin urgent, on a commencé par fonder un séminaire. Il fallait en effet préparer des prêtres à vivre non plus en chrétienté, mais hors-frontière. Des prêtres qui auraient comme mission de construire l'Eglise là où précisément elle n'est pas : dans les nouvelles formes de culture, de civilisation. Car l'Eglise n'est vraiment présente, compromise, engagée, dans les combats pour la justice, comme dans la rencontre des non-chrétiens, que si elle y est aussi par ses évêques et ses prêtres. Envoyer des prêtres, c'est signifier que l'Eglise s'engage à fond dans la démarche entreprise. Ils sont en effet dans l'Eglise le *signe* de l'unité et de la continuité apostolique. Envoyer des prêtres, c'est créer les conditions nécessaires pour que naissent de nouvelles églises qui soient bien l'Eglise. C'est ainsi que l'Eglise agit quand elle s'engage en terre de mission (2).

(2) L'histoire des débuts de l'Eglise coréenne (aux XVII^e et XVIII^e siècles) est intéressante. Ce sont des Coréens non ordonnés qui ont fondé l'Eglise, et peu à peu ils retrouvent la nécessité du ministère ordonné comme signe de continuité et de communion. (Voir le n° 70 de *Spiritus*, janvier 78).

Voir aussi, par exemple, l'article de Michel Rondet : Lettre aux Communautés n° 87 :

« C'est bien aussi ce qui est apparu lors du retrait des prêtres ouvriers (en 1954). On a pu déclarer sur tous les tons qu'il ne s'agissait pas d'un désengagement de l'Eglise, que les militants ouvriers restaient plus que jamais présents ... personne ne s'y est trompé. Le geste est apparu, et était effectivement, l'expression d'un retrait, d'un repli de l'Eglise sur elle-même » (pp. 35 à 37).

Ajoutons une dernière précision :

Les évêques ont *ensemble* la charge de faire en sorte que l'Eglise ne cesse d'annoncer l'Evangile à toute heure de l'Histoire des hommes (responsabilité collégiale). Les prêtres envoyés par eux participent donc à une responsabilité de type collectif, ou « *collégiale* ». C'est ce qui explique l'importance que la Mission de France donne à la « recherche collective ». Il s'agit de veiller, ensemble, à ce que les diverses manières dont nous annonçons l'évangile soient authentiques. La confrontation n'est pas ici un luxe, elle fait partie de la responsabilité confiée.

Il fallait rappeler ce qu'est réellement la Mission de France pour poser correctement la question dont nous avons à débattre :

Des laïcs peuvent-ils trouver leur place à la M.D.F. et répondre ainsi à l'appel qui est le leur ?

II - Divers liens possibles entre la M.D.F. et des laïcs

Si l'on part de l'expérience, on voit qu'il y a différentes possibilités d'envoyer les liens de laïcs avec la Mission de France :

a) Depuis les premiers jours, des laïcs ont travaillé avec des prêtres de la Mission, notamment dans les équipes « territoriales » et les équipes d'A.C., mais aussi dans toutes sortes de regroupe-

ments locaux. Il s'agit là d'une manière de collaboration assez habituelle entre prêtres et laïcs, un peu partout dans l'Eglise.

b) Les « ateliers » organisés par la Mission de France sont ouverts à des prêtres non-M.D.F., à des laïcs, à des religieux ou religieuses. Ce sont des lieux de réflexion, de recherche sur les exigences de la Mission aujourd'hui. Ils reversent le fruits de leur travail à l'ensemble de la M.D.F. et le Collège de la Recherche Collective a charge d'organiser des confrontations d'ensemble. Plusieurs laïcs, au titre d'un atelier (ou d'une région) sont membres de ce collège, et de ce fait participent aux Assemblées générales, aux votes..., etc.

c) Depuis quatre ou cinq ans la M.D.F. a pris des initiatives concernant les jeunes :

- * veillées en de nombreuses villes et initiatives qui leur donnent suite ;
- * « parcours de croyants » (formation bibliques, théologique) ;
- * appel à prendre une part active à la mission ;
- * appel au ministère presbytéral.

Les jeunes ainsi mis en route devraient en principe trouver leur place dans l'église locale. Mais ceci est parfois assez problématique pour diverses raisons.

Quelques-uns d'entre eux souhaiteraient rejoindre une équipe M.D.F., non seulement comme diacres ou prêtres, mais aussi comme laïcs. Cela suppose que la M.D.F. soit capable de faire des

propositions claires. Que peut-elle offrir comme « débouché » à des jeunes désireux de vouer leur existence personnelle ou de couple à la mission ?

La mise en route de ces jeunes peut aussi déboucher sur d'autres formes d'équipes missionnaires en France ou au tiers-monde : équipe de laïcs d'action catholique ou autres, équipe féminine du genre de celles d'Ivry, etc.

d) Certains laïcs, depuis quelques années participent localement à la vie d'une équipe M.D.F. Ils sont associés à la mission de l'équipe dans un secteur donné, ils partagent la réflexion et la prière de cette équipe. A ce titre, ils participent à la vie collective de la Mission : rencontres régionales et nationales, votes...

e) Il faut aussi mentionner « les équipes d'Ivry », équipes féminines formées depuis 20 ou 30 ans et qui ont toujours suivi un chemin proche de celui de la Mission en France ou au T.M. Ces équipes forment entre elles un collectif autonome. Elles ont vainement cherché un rattachement reconnu à l'Eglise en s'adressant soit à la M.D.F., soit à l'A.C.O. sans que cette question ait pu être résolue. Récemment elles ont exprimé le désir d'un travail plus étroit avec la M.D.F. Deux représentantes viennent au W.E. du 1^{er} mai. Une petite délégation doit rencontrer, le 9 mai, l'équipe centrale de la Mission de France.

Deux remarques :

Au terme de ce descriptif des formes

diverses que prend, de fait, la collaboration de laïcs avec la M.D.F., on peut dire :

1 — Globalement tous ces chrétiens se sentent partie prenante d'une Eglise qui se risque aux frontières de la foi, là où elle est affrontée aux questions du monde actuel, là où s'ouvrent de nouveaux horizons qui transforment profondément la vie des hommes.

C'est cela qui crée des affinités certaines entre eux et la M.D.F. et la possibilité de travailler ensemble.

2 — Il convient d'être attentifs et ouverts à toutes les formes d'articulation que ces affinités peuvent susciter, comme à toutes les créations nouvelles qui pourraient voir le jour : groupes ayant leur autonomie mais ayant des liens privilégiés avec la M.D.F., appartenance à une équipe locale, sans que cela entraîne l'appartenance au collectif M.D.F. L'essentiel étant ici de respecter et les démarches personnelles, et ce qu'est réellement la Mission de France.

III = Vers une étape nouvelle...

a) « Etre reconnus »

Certains laïcs posent la question d'être « reconnus » dans le service qu'ils accomplissent, au sein d'une équipe :

* Simplement parce que ce n'est pas la même chose d'agir par soi-même ou « d'avoir charge de ». (Il en est de même

dans tout collectif : par exemple, un trésorier de section syndicale a charge de collecter, de tenir les comptes, etc., et de ce fait il a pouvoir, il est qualifié, pour remplir cette tâche. Service et pouvoir sont les deux faces de toute fonction effective dans un collectif). Etre reconnu par l'Evêque, c'est recevoir mission et recevoir l'autorité (ou la représentativité) nécessaire pour accomplir cette mission.

* Parce qu'aussi la *reconnaissance* ratifie l'engagement personnel. Demander cette reconnaissance, c'est exprimer qu'on est disponible pour prendre sa part du service de l'Evangile confié à une équipe. Etre reconnu c'est être confirmé dans sa vocation, tout en lui donnant un caractère public.

- ce peut être l'Eglise locale qui donne cette reconnaissance : un ministère de mission, confié officiellement par l'évêque du lieu, dans le cadre d'une équipe M.D.F., ou d'une équipe associée, ou d'une autre équipe ;
- ce peut être la Mission de France qui donne mission, lorsque les tâches concernent sa vie collective.

b) Faire partie du collectif M.D.F.

Des laïcs posent aussi une autre question (qu'il faut distinguer de la précédente, par souci de clarté, même si elles sont posées en même temps). Ils expriment le désir d'être *membres du collectif* Mission de France :

- à cause des affinités qui existent en-

tre leur propre recherche de chrétiens et celle de la M.D.F. ;

- pour répondre à un appel intérieur à prendre part d'une « Eglise qui se risque aux frontières de la foi ». Ces laïcs se sentent très concernés par l'effort de la Mission de France et sont prêts à y prendre des responsabilités ;
- parce qu'aussi, après Vatican II, la notion de ministère a sensiblement évolué, et que les modifications profondes qui sont en cours dans l'Eglise à cet endroit font entrevoir de nouvelles possibilités de service dans l'Eglise qui les interpellent.

L'Assemblée générale, en août 1980, s'est nettement prononcée dans ce sens. « Nous sommes d'accord pour que nos équipes puissent comporter... des hommes et des femmes... ayant la charge d'un ministère : diaconat, ministère institué ou reconnu ». « Ce chemin nous apparaît devoir être porteur d'espérance et de dynamisme, et correspondre à un besoin missionnaire de l'Eglise et qu'il exige pour ne pas dévier de notre vocation des mûrissements et des discernements... ».

Les évêques réunis à Lourdes en octobre 1980 ont souligné l'intérêt d'une recherche de la Mission de France au sujet des « ministères reconnus ». Ils ont préféré pour l'instant maintenir à la première ligne de leur texte l'expression « corps missionnaire presbytéral » et, en même temps, se sont prononcés pour

une recherche « ad experimentum » concernant l'existence possible de ministères de laïcs dans les équipes M.D.F. ...La porte est donc aujourd'hui officiellement ouverte pour mener une recherche sur le terrain, « dans la ligne de notre vocation propre ». L'attitude adoptée par les Evêques est en fait très proche de celle de la Mission de France telle qu'on a pu la saisir à l'A.G. : « d'accord pour avancer, mais besoin d'y voir plus clair pour ne pas déraiper de notre tâche collective spécifique » (compte rendu de Lourdes 80).

Il serait dommage que la Mission de France se tienne à l'écart de l'évolution en cours dans l'Eglise. Au contraire il doit être possible de la prendre en compte dans le droit fil de sa vocation et de franchir ainsi une nouvelle étape dans le développement de la tâche spécifique qui lui est confiée.

c) Une évolution de l'Eglise qui concerne la Mission de France

Dans l'Eglise primitive il y avait diversité de ministères (voir Paul, 1^{re} lettre aux Corinthiens, ch. 12). Historiquement, les siècles suivant concentreront progressivement tous les ministères sur le prêtre. Même le diaconat a disparu. Les prêtres recevaient les ordres « mineurs » et le diaconat, seule trace d'un passé révolu.

Aujourd'hui, l'Eglise réinvente des ministères divers : plusieurs courants ont contribué à cette évolution. On peut dire, par exemple, que :

- depuis cinquante ans, le développement de l'Action catholique a redonné aux laïcs leur place dans la tâche missionnaire de l'Eglise...
- dans les jeunes églises, des laïcs se voient confier des responsabilités qui sont, en fait, d'ordre ministériel...
- l'engagement de prêtres dans la mission, en nos pays d'ancienne chrétienté, contribue à renouveler la théologie du ministère des prêtres. Et Vatican II mettra l'insistance plus sur l'annonce de l'Evangile et le témoignage au milieu des hommes que sur le cultuel...

Accompagnant toutes ces expériences, et d'autres, la théologie exprime de manière nouvelle les rapports sacerdoce/laïcat, ou clercs/laïcs, et l'Eglise peu à peu retrouve l'ancienne tradition, celle d'une Eglise-Peuple de Dieu, structurée par différents ministères.

Depuis 15 ans l'évolution de l'Eglise à ce sujet est considérable. On ne perçoit pas suffisamment la nouveauté des orientations, car elles ne sont qu'à peine perceptibles au ras du sol pour le moment. Mais elles marqueront selon toute vraisemblance profondément la vie de l'Eglise dans les dix ou vingt ans prochains.

Si l'on regarde les textes officiels récemment parus, une série de décisions inscrivent de fait, dans la vie de l'Eglise, de nouveaux types de ministères. Citons deux textes significatifs :

- Par exemple, « Ministeria quædam », Paul VI, 15 août 1972. Ce texte met fin à un monopole des clercs, vieux de plusieurs siècles : « ...Les ministères peuvent être confiés à des laïcs de telle sorte qu'ils ne soient plus réservés aux candidats au sacrement de l'ordre... ».
- Par exemple : Le N° 126, schéma 1980, du prochain Code de droit : « Ceux qui ont reçu l'ordination sont aptes à exercer le pouvoir de gouvernement dans l'Eglise suivant les normes du droit. Cependant, dans la mesure où l'ordination n'est pas requise, ceux qui n'ont pas été ordonnés peuvent avoir part à cet exercice dans des domaines que l'autorité ecclésiale aura elle-même prévu ».

L'intention de l'Eglise apparaît sans équivoque :

* Ces nouveaux ministères, loin d'être des ministères secondaires, touchent aux grandes fonctions ecclésiales d'enseignement, de sanctification et de gouvernement. Leur caractère spécifique ne tient pas à leur côté subalterne mais plus à l'aspect partiel des responsabilités qu'ils confient. C'est bien là une mission officielle d'Eglise publiquement exercée.

* Cette mission peut être confiée de différentes façons : institution, reconnaissance, authentification.. derrière ces différences circule toujours une même intention : nul ne s'arroge sa mission, il la reçoit. Attestation que cette mission quelle qu'elle soit est toujours l'envoi par un Autre dont l'Eglise est signe.

Et il la reçoit non dans le vague mais de façon déterminée quant à son étendue, aux obligations et devoirs réciproques qu'elle implique.

Il la reçoit de façon publique, car exercer un ministère confère une autre compétence et une autre responsabilité que la mise en œuvre privée du baptême et de la confirmation. A travers le ministère, c'est l'Eglise qui, comme collectif, est engagée et s'engage.

Ces perspectives nouvelles ne concernent pas que l'organisation des « églises-déjà-rassemblées », l'agencement de la vie interne des communautés chrétiennes. De soi, elles visent tout autant la démarche de « l'Eglise-qui-envoie » des membres en « terre païenne ». Nous avons dit combien il est essentiel que l'Eglise se compromette pleinement dans l'aventure de la mission par l'engagement même du ministère hiérarchique. L'envoi d'autres serviteurs de l'Evangile, eux aussi choisis par l'Eglise, comme collaborateurs désignés de ce ministère, s'inscrit dans la continuité de cette démarche essentielle à l'Eglise.

Qui ne pressent la richesse de ces équipes de responsables, aux fonctions diverses et aux visages variés, ayant part au ministère de l'Evêque, envoyés nommément par l'Eglise pour rendre ensemble témoignage de Dieu de Jésus Christ, pour poser les premières pierres d'Eglises germant sur les terrains neufs du monde actuel ? La raréfaction du nombre de prêtres n'est pas ici, à beaucoup près, l'argument le plus fort ! (3).

d) De l'emploi des mots ...

Certes, le mot « ministère » fait souvent difficulté ! Il évoque spontanément l'image du « clerc », et peut susciter, au plan psychologique, un réflexe de rejet, la crainte de voir des laïcs enrôlés dans la cléricature...

Or ce mot a un sens technique précis. C'est pourquoi nous continuons à l'utiliser. On pourrait, à la limite, le remplacer par « service », mais nous perdriions alors en précision, car il existe toutes sortes de services possibles. Celui que désigne le mot « ministère » est un *service précis, essentiel à la vie de l'Eglise*.

La tâche du « ministère » est d'inscrire dans la pratique de l'Eglise le fait qu'elle reçoit sa mission du Christ, vivant aujourd'hui.

L'Eglise ne se donne pas à elle-même sa mission dans le monde. C'est Jésus Christ qui en est la Source, non seulement comme Jésus de Nazareth venu il y a 2 000 ans, mais comme « Celui qui est avec nous tous les jours, jusqu'à la fin des temps ».

Aucun groupe de chrétiens ne peut se comporter comme s'il était propriétaire de l'Evangile, comme s'il savait de lui-même quel Evangile il faut annoncer aujourd'hui. C'est pourquoi certains, parmi les frères, reçoivent la charge du « mi-

3) Paul, pour la mission, s'est entouré d'une multitude de collaborateurs. Voir, par exemple, dans le livre : « Le ministère et les ministères selon le Nouveau Testament », paru au Seuil, le chapitre III : « Les épîtres de Paul : la diversité des ministères ».

nistère » : pour veiller à ce que tout groupe qui se réclame de Jésus Christ demeure dans la communion de toute l'Eglise et dans la fidélité à la tradition apostolique. Car c'est ainsi qu'on vérifie qu'un groupe demeure en référence actuelle à Jésus Christ vivant, comme à son Maître.

Ce « ministère » confié à quelques-uns n'est jamais personnel. C'est le collège apostolique qui porte ensemble ce service.

Parler de « ministère » de laïcs ce n'est pas demander à des laïcs de rendre tel ou tel service pour aider les prêtres, c'est leur proposer d'être associés à cette responsabilité vitale pour que l'Eglise demeure bien l'Envoyée de Jésus Christ.

Ainsi quand l'Eglise choisit des hommes ou des femmes pour avoir part à ce « ministère », elle leur confère une autre compétence et une autre responsabilité que la mise en œuvre privée du baptême et de la confirmation, comme nous le disions plus haut. En leur confiant un service, elle leur donne aussi un pouvoir : service et pouvoir sont les deux faces indissociables de toute fonction au service d'un collectif.

e) De nouveaux ministères à la Mission de France ?

Ce que nous précisons maintenant n'a pas pour but de limiter les diverses formes d'articulation possibles entre prêtres et laïcs qui se retrouvent en affinités sur les axes forts de la Mission de France. Il en existe déjà divers modes et il con-

vient, on l'a dit, de rester ouverts à de nouvelles initiatives. Nous voudrions seulement dire ce que signifie une appartenance, au sens fort du mot, à la Mission de France.

Puisque la M.D.F. n'est pas une église particulière, à la manière d'une église diocésaine parmi d'autres, demander à en être membre signifie qu'on souhaite prendre part au service ministériel collectif qui est le sien, au sein des églises locales.

Sa mission, répétons-le, est d'annoncer l'Evangile et d'édifier l'Eglise, en travaillant à la rencontre de la Foi et des mondes nouveaux. Sa manière propre de le faire, selon le statut qui est le sien, c'est d'engager dans cette démarche le ministère apostolique, comme geste essentiel par lequel l'Eglise s'implique pleinement. C'est la raison pour laquelle la M.D.F. a été créée comme « corps presbytéral ». C'était à une époque où il n'était pas envisagé et pas pensable que des laïcs soient associés à la responsabilité ministérielle, comme telle. Aujourd'hui cela est devenu possible et correspond au désir exprimé par des laïcs et par la Mission de France.

Nous souhaitons avancer à pas mesurés, dans deux directions :

1. Celle du « diaconat permanent ».

La recherche sur le diaconat est encore tâtonnante. On peut au moins écarter une représentation fausse qui consiste à penser qu'il y aurait, dans une sorte de dégradé : les évêques, les prêtres, puis

les diacres. Les diacres, comme les prêtres, sont aussi les collaborateurs de l'Evêque, mais d'une manière qui leur est propre.

Tout ministère, à commencer par celui de l'Evêque, est à la fois diaconal et apostolique. Le diaconat mettra davantage en valeur, à l'intérieur du ministère ordonné, l'aspect « *serviteur* » — « Je ne suis pas venu pour être servi, mais pour servir » — La manière particulière dont le diacre annoncera la bonne nouvelle sera de conformer son existence au *Christ Serviteur des Hommes*, spécialement des plus petits et des plus souffrants.

Ainsi parmi les ministres ordonnés les diacres sont le rappel vivant qu'aucun d'eux ne doit perdre de vue qu'il est ministre d'un « Christ venu pour servir les hommes ».

N'est-ce pas là un enjeu suffisamment important pour justifier la place d'un ministère spécifique et complémentaire ? Une fois de plus, et cette fois au sein du ministère ordonné, nous retrouvons ce principe que ce que tous ont à vivre doit aussi être porté plus spécialement par quelques-uns, pour être mieux vécu par tous.

2. Celle des « ministères reconnus ».

Les ministères reconnus sont confiés par l'évêque du lieu (ou de la M.D.F.) et consistent dans une participation active à la responsabilité confiée à une équipe pour l'annonce de l'Evangile dans un secteur donné (4).

On peut envisager que cette participation à la responsabilité apostolique de l'équipe soit pensée en fonction d'un secteur : quartier, commune..., ou secteur sociologique : personnel de santé, ouvrier, ...compte tenu de la vocation et des charismes de chacun.

Mais aussi, comme il en est pour tout ministère, elle se traduira par la prise en charge de telles ou telles tâches particulières. Par exemple, une fonction d'accueil (hospitalité, écoute, partage...) qui relève de la responsabilité de toute l'équipe, mais peut-être plus spécialement confiée à l'un des membres : un couple, une femme, qui auraient un don particulier pour cela. Pour certaines équipes, accueillir est spécialement important : communauté portuaire avec le passage de marins, de travailleurs étrangers... Il y aurait bien d'autres exemples à citer pour manifester que la Bonne Nouvelle est souvent d'abord un accueil fraternel.

Ou encore des fonctions d'éveil : dans des secteurs où il y a concentration d'étudiants, de scolaires, d'apprentis. Donner plus particulièrement à quelques-uns la responsabilité qui est celle de l'équipe en ce qui concerne les jeunes... On pourrait en dire autant de diverses autres catégories de population : antillais, personnes âgées, immigrés, malades, etc., selon les secteurs et les dons de chacun.

Remarquons à travers ces quelques

(4) Une grande liberté est laissée aux diocèses et aux conférences épiscopales pour élaborer les statuts qui conviennent.

exemples que ces ministères ne sont pas de quelconques tâches subalternes, mais concernent toujours la responsabilité essentielle de l'équipe ; sous un angle particulier et pour un temps limité et renouvelable.

Nous proposons donc d'avancer en tâtonnant, comme nous y invite l'expression « *ad experimentum* ».

f) Exigences

Il faudrait encore préciser les conditions et les exigences réciproques que suppose l'appartenance à la Mission de France. Pour faire bref, disons qu'elles concernent :

- une connaissance suffisante de la Mission de France,
- une réelle disponibilité, pour une durée donnée,
- la nécessité d'un discernement concernant la vocation de chacun (comme avant l'appel au ministère presbytéral),
- un souci de formation,

- l'accord exprimé avec les orientations et les options de la M.D.F. rappelées à la dernière assemblée,
- une véritable vie d'équipe,
- la participation à la vie collective de la Mission de France.

Nous pensons que nous avons à être aussi exigeants pour les laïcs qui acceptent un ministère que pour les prêtres ou les diacres. La Mission est l'œuvre de volontaires prêts à payer le prix, au moins pendant une période donnée et à accepter des exigences réciproques sans lesquelles il n'y aurait pas réellement don prioritaire de son existence à la Mission.

L'engagement réciproque de la Mission de France et des laïcs concernés serait exprimé dans un contrat à durée limitée et renouvelable, et pourrait être célébré dans un rassemblement communautaire.

Faut-il rappeler que ces quelques pages sont un simple pas dans notre recherche ?... Elles ne prétendent à rien de définitif et veulent seulement être utiles au dialogue.

Bernard Vincent

Cela fait déjà longtemps que Bernard, diacre permanent depuis 1972, navigue avec les plus pauvres parmi les plus pauvres, ces marins des deux tiers-monde qui se louent pour travailler sur les navires de commerce « sous pavillon de complaisance » qui sillonnent les mers d'un bout à l'autre du monde.

Il nous fait partager quelques tranches de vie... la sienne et celles de tous ceux dont il s'est fait solidaire pour tenter de vivre auprès d'eux, avec eux, l'aventure d'une Parole de foi, au cœur d'un Evangile vécu dans un quotidien dont on a de la peine à imaginer la dureté, la précarité.

Depuis plusieurs années, à Dunkerque, l'équipe et la communauté ont choisi de donner priorité aux plus pauvres du milieu maritime. Nous sommes plusieurs qui naviguons avec les marins les plus pauvres du monde, dans ce qu'on appelle « la navigation de complaisance » (1).

A présent, nous nous rendons en Grèce, sur le Port du Pirée, pour trouver un navire. Sur les ports de l'Europe du Nord, Rotterdam ou Hambourg, le chômage va grandissant, davantage ressenti par les africains, les asiatiques et les sud-américains.

(1) Le pavillon de complaisance : certains pays prêtent leur pavillon à des compagnies qui, ainsi, n'ont pas de taxes à payer et qui peuvent profiter de leurs bénéfices comme elles l'entendent.

Solidarité sans frontières

Autour du port, au croisement des rues, nous attendons des heures entières, avec des chiliens et des sud-américains, qu'une agence vienne nous prendre. Nous attendons aussi dans les jardins publics et les parcs, assis sur des bancs, avec des africains, ghanéens, gambiens, etc. Nous attendons encore dans des hôtels très pauvres où nous nous entassons, une vingtaine par chambre, indiens, pakistanais, ceylanais... Et, tous les jours, nous allons pointer dans ces agences, dans les compagnies, dans certains cafés. S'y retrouvent aussi des arabes, syriens, libanais, irakiens, égyptiens...

Quand on part naviguer ainsi, on quitte son pays en général pour deux ou trois ans. On a fait le tour de la famille et des amis ; on a tout vendu. Alors, on a de quoi payer l'avion, attendre un minimum de six mois avant de trouver un embarquement, payer cet embarquement (de deux à trois cent mille francs ; parfois plus). Lorsqu'on trouve un navire, il faut presque une année pour rembourser les emprunts.

Il arrive qu'on manque d'argent pour manger, payer l'hôtel... ou l'embarquement. Que faire ? Des tanzaniens, dans une bonne compagnie grecque, ont été embarqués sur un petit cargo, avec un salaire mensuel dérisoire et avec un bonus au forfait, suivant le fret : un franc par caisse de cigarettes. On leur a donné à chacun un revolver pour se défendre contre la police et la douane. La nuit, au large, ils faisaient leur trafic avec de gros cargos... Près d'un petit port grec, nous avons eu la visite d'un chilien, d'une colombienne et de son ami. Pour 50 dollars, sa copine a couché avec tous ceux qui le voulaient, à bord.

Après avoir travaillé deux mois avec nous, deux chiliens approvisionnaient en drogue des touristes, dans un night-club d'Athènes. D'autres trouvent des amies parmi les touristes ; ils leur volent parfois leur argent. Un officier philippin, non seulement a payé pour trouver un navire pourri, mais son amie grecque a été obligée de coucher avec l'agent d'une compagnie. Il y a des histoires de pédérastie, dans certains bureau ou sur les yachts..., etc...

Avec ce système nous ne sommes pas sûrs d'avoir un bon navire. Dans le contexte économique actuel, nous ne sommes pas sûrs de retourner dans une compagnie où tout avait bien marché auparavant...

Avec l'entrée de la Grèce dans le Marché Commun, les compagnies grecques ont fait revenir un certain nombre de navires du pavillon de

complaisance (Panama, Libéria, Chypre...) sous pavillon grec. Les conditions sociales y sont actuellement assez correctes grâce à l'action que nous menons sur un plan national, européen et international. Mais nous trouvons encore beaucoup de navires sous pavillon de complaisance : une plaie dans le milieu maritime international. De nombreux navires sont encore sous conditions sub-standard, même sous pavillon grec, arabe, africain et philippin.

Un certain nombre de pays se créent, à l'heure actuelle, une flotte à eux ; non seulement les pays africains, mais aussi certains pays arabes, comme la Syrie, l'Arabie-Saoudite, etc. et usent de la complaisance.

1977. *Sous pavillon grec-panaméen...* Après plusieurs mois de navigation, nous avons jeté l'ancre à Lagos (Afrique Ouest). Nous sommes restés trois mois au large ; avec une centaine de navires. La fois précédente, le navire était resté neuf mois sur rade. A cause de cette attente, le gouvernement nigérien payait à la compagnie une somme importante de dollars. Celle-ci préférait maintenir ainsi son navire sur rade. Peu lui importaient les mauvaises conditions. Pour avoir de l'eau potable, nous recueillions l'eau de pluie qui ruisselait sur le pont, entraînant avec elle l'écouement des W.C. Nous avons rafistolé, comme nous avons pu, des trous importants dans la coque, pour empêcher le navire de couler avec sa cargaison de ciment. Un officier assez âgé a failli se faire tuer entre le navire et la chaloupe, à cause d'une houle très forte. Avec la chaloupe, il nous fallait trois heures pour rejoindre le port. A terre, plusieurs se sont fait voler leur argent, par des ghanéens, nigériens, au chômage. Avec une arme, nous sommes allés délivrer d'autres marins, sur un navire où ils étaient séquestrés par des collègues. Pour pouvoir prendre le tour d'entrée d'autres navires, il nous a fallu payer le responsable du port et le pilotage. L'année précédente, deux chaloupes s'étaient retournées ; il y eut trois morts. Quelques temps après, un navire scandinave a été attaqué par des pirates ; le capitaine, tué ; un philippin, les yeux crevés.

1978. *Sous pavillon Panaméen...* Après avoir laissé en arrêt en Grèce, pendant plus d'un an, un pétrolier de 110 000 tonnes, la compagnie fut obli-

gée de le remettre à neuf. Nous sommes ainsi plus de huit mois en réparation. Certains responsables, dont le chef-mécanicien, faisaient durer le plaisir. Ils rentraient tous les soir chez eux ; recevaient des enveloppes d'argent de la part des entreprises de réparation. Pour embarquer, plusieurs payèrent des sommes importantes que se partageaient bureau d'embauche et service du personnel de la compagnie. Irrégulièrement, nous recevions des devises ; ce qui permettait à ce même chef du personnel de mettre cet argent en banque pour quelques mois. Le capitaine et l'intendant vendaient, dans les pays arabes, de la nourriture prise sur nos provisions. Le capitaine diminuait également le nombre d'heures supplémentaires qu'il nous payait, tout en les portant sur les feuilles de paie envoyées à la compagnie. Avec la différence, il s'acheta jusqu'à 2 000 dollars d'or en Arabie Saoudite. A Djeddah, près de La Mecque, on a embarqué 500 tonnes de fuel qu'on ne retrouva pas le lendemain. Le chef-mécanicien allemand les revendit probablement. Une ancre de plusieurs tonnes, avec sa chaîne, disparut un jour. Nous sommes repartis sur le golfe avec une seule ancre, survolés par une avion iranien, à quelques miles d'un navire de guerre anglais et d'un sous-marin. Dans le Détroit d'Ormuz, avarie de barre. Durant une heure nous avons tourné entre l'Iran et l'Irak, en plein conflit entre ces deux pays.

Sur ce dernier navire, durant trois mois nous ne reçûmes pas d'argent. Pour certains d'entre nous, leur famille n'avait rien touché depuis quatre mois. Des officiers furent renvoyés parce qu'il ne s'entendaient pas avec le vieux, pour des futilités. Dans le contexte de l'Arabie Saoudite, du conflit Irak-Iran, avant d'entrer dans le Golfe, nous avons stoppé le navire pour demander une prime de risque. La compagnie refusa et nous dérouta sur l'Arabie Saoudite. Auparavant, nous nous sommes rendus, à plusieurs, dans le bureau de l'Ambassadeur du Panama et nous avons réussi à récupérer notre argent, tout en appuyant les revendications de ceux qui débarquaient, notamment avoir des congés payés. A partir de là, nous avons écrit plusieurs lettres à l'I.T.F. (Internationale Transport Fédération) à Londres, pour imposer au navire la « Régulation I.T.F. », en vue d'améliorer nos conditions et de supprimer le pavillon de complaisance de Panama. Nous avons demandé au Consul de Panama qu'il nous fournisse la régulation de Panama. Puis nous avons essayé de stopper le navire dans le canal, en Rou-

manie, tout cela en lien étroit avec nos copains de la C.G.T. de Dunkerque et de Paris...

La joie est de rencontrer à présent, lorsqu'on arrive sur certains navires, des copains d'Amérique du Sud, d'Asie, qui ont stoppé des navires en lien avec la C.G.T. de Marseille ou avec le syndicat de Rotterdam ; de voir aussi que l'ambiance a changé. On sait ce qu'est I.T.F. ; on connaît l'impact des syndicats européens, américains, australiens. Les marins du Tiers Monde savent qu'ils peuvent compter sur eux. La joie d'hériter du combat syndical et politique de certains pays, comme l'Amérique du Sud, et de celui de certains copains comme ce colombien qui fit partie des jeunesses communistes et connut un groupe de guérilleros...

L'Espérance : que le peu fait à bord puisse servir après notre retour aux pays. A bord, nous avons vu qu'unis, en lien avec les syndicats nationaux et les grands organismes internationaux, nous étions arrivés à des résultats concrets, tel ce marin péruvien qui souvent, le matin, me serrait la main en me disant : « Lutta ! ». Je suis sûr que chez lui il continuera la lutte. Ainsi, à bord, nous n'aurons pas perdu notre temps, même pour l'avenir de l'Amérique du Sud... et même pour nous, en Europe.

Notre action est la trame d'un tissu magnifique qui, partout, se construit. Il s'agit de savoir placer son aiguille pour y introduire le plus beau fil, celui que personne d'autre ne pourra mettre à notre place et qui fera la beauté extraordinaire de ce tapis afghan, égyptien ou sud-américain...

...Et dans cette lutte, comme avant et après cette lutte, dans le partage et le cheminement, se construisent des amitiés extraordinaires. Tel ce copain grec que je rencontrais tout à fait par hasard dans une manifestation à Athènes. Il m'entraîna avec lui et, assis sur le macadam avec ses copains et ses copines du P.C., nous parlions des problèmes de son entreprise, nous rappelant nos problèmes à Lagos. Il « eut son sac » à Lagos parce qu'il refusa d'aller délivrer des grecs séquestrés par des marins nigériens qui n'avaient pas touché d'argent depuis longtemps : « Je ne suis pas embarqué pour faire la police ».

Tel encore Peppito, responsable du syndicat maritime C.G.T. de Brindisi (Italie). Il m'invita chez lui, après avoir immobilisé le navire, durant un mois, à cause de l'insécurité et des conditions inhumaines à bord. Il avait

ouvert à nos problèmes le syndicat et le P.C. de Brindisi et de Rome. Il avait aussi secoué l'administration maritime et le tribunal. Je fus étonné de la réaction de ses enfants lorsqu'il leur expliqua notre vie, ce que nous avions fait ensemble, la perspective de la lutte syndicale européenne. Ils écoutaient. « Tu vois, disait-il, dans ma famille nous sommes tous libres et mes goses sont heureux ».

Tel aussi ce copain indien, des environs de New-delhi, expliquant à un autre copain qui ne comprenait pas pourquoi j'étais à bord : « Il est avec nous pour nous aider à nous en sortir ».

Tel cet officier égyptien qui, un jour, me dit : « Avec vous, pas de problèmes pour travailler ; vous nous respectez ». Tels, ces copains chiliens qui, le jour de l'Indépendance de leur pays, m'invitèrent : un immense gâteau, des chants chiliens, et sur le mur ces mots : dans la joie ou dans la merde, vive le Chili. A tour de rôle, chacun prit le micro pour parler aux autres. Durant vingt minutes, l'un d'eux parla de l'amitié à bord, du travail, de nos familles, du Chili. Dans un silence respectueux, nous buvions ces paroles.

Tel ce copain libanais qui vint me demander de lui apprendre le français pendant qu'il m'apprenait l'arabe. Après plusieurs soirées il me demanda : « Dans ton pays, on aime les arabes ? ». Je lui expliquais les réactions actuelles des français. « Il n'y a pas beaucoup de différence, me dit-il, entre nos deux religions. Crois-tu que le Christ est né d'une Vierge sans relations sexuelles ?... Crois-tu que le Christ est un prophète, comme Mahomet, Abraham ? Crois-tu que le Christ est monté au Ciel ? Crois-tu à sa Résurrection ? Nous on pense que c'est un sosie qui est mort à sa place, sur la croix ». Et moi de lui répondre : « Nous, on croit à la Résurrection ». Je lui expliquais alors qu'il y eut des témoins et que ces témoins allèrent jusqu'à donner leur vie. « Crois-tu que le Christ est le Fils de Dieu ? » — « Nous, non » — « Nous, oui ». La discussion se prolongea...

Parlant des chiïtes et de l'ayatollah Rhomeny : « Il nous faut observer certaines règles chiïtes ; l'observation de la règle avant tout ». Ensemble, nous essayions de découvrir, par rapport à la règle de la prière, que le plus important dans le contact avec Dieu, le face à face avec Lui, c'est d'être plongé en lui et non l'observance de la loi. Ensemble, nous pensions

que si chacun allait au fond de sa foi, nous pourrions alors nous rencontrer en vérité, devenir de vrais amis : ce serait sûrement le point de départ d'un partage profond entre les mondes arabe et occidental, entre les deux civilisations islamique et chrétienne ; le point de départ d'un dialogue fructueux Nord-Sud...

Je suis *diacre permanent*. Comment, en équipe, en communauté, avec l'évêque, sommes-nous en situation « diaconale » ?

Toujours, dans le milieu maritime, nous avons voulu être présents, de différentes manières, parmi les plus pauvres et les plus loin de la foi et de l'Eglise. Depuis quelques années surtout, la communauté et l'équipe ont le souci de partager les conditions des marins les plus pauvres du monde. Deux parmi nous naviguent avec eux, à partir de la Grèce. Beaucoup d'entre nous les accueillent et leur ouvrent leurs familles. Certains, avec les syndicats nationaux et internationaux, les aident à devenir des hommes, responsables de la transformation de leur milieu, de la solidarité.

Nous essayons de vivre dans une attitude de service. L'équipe et la communauté préfèrent d'abord, dans un premier temps, écouter, regarder, être attentives à l'action de l'Esprit. Nous nous efforçons d'avoir en permanence un regard neuf sur l'autre, d'aller à son rythme dans toute action menée en commun. Nous refusons tout ce qui sent le « leader », tout ce qui en impose : pouvoir, savoir, relations.

Etre diacre permanent c'est, pour moi, être celui qui, par sa vie et ses paroles, est un simple rappel des dimensions profondes de l'homme. En communauté et en équipe, sans faire de grands baratins, nous continuons à chercher, à approfondir ce qu'est la diaconie du Christ. Nous le faisons en deux directions :

— les plus pauvres parmi les pauvres, par le partage des mêmes conditions de vie, au ras du sol ; par une réelle proximité des exclus, des laissés pour compte, des marginaux, des faibles, de tous ceux qui sont en situation d'échec, etc. *Ministère de la plus grande pauvreté.*

— Les plus loin de la foi et de l'Eglise, quelque soit la raison de la distance : sociologique, idéologique... Espoir qu'un jour se créeront des petites communautés. *Ministère du seuil.*

et construction du monde

Au cours d'une des grandes célébrations eucharistiques du voyage du Pape au Brésil, une banderole avait été déployée sur laquelle il était écrit : « Saint Père, le Peuple a faim ! » Au moment du « Notre Père », Jean-Paul II reprit ce cri de détresse, l'intégrant à la prière de l'assemblée et mettant ainsi en évidence un des aspects de la réalité brésilienne que certains des organisateurs du voyage auraient voulu occulter : Le Brésil est, en effet, un de ces pays potentiellement riches où une part croissante de la population manque du nécessaire du fait même de la politique de « développement » dont l'objectif est moins la satisfaction des besoins essentiels de tous que l'accélération de la modernisation de l'économie et son intégration au marché mondial.

Au cours d'une autre célébration eucharistique, quelque part dans un bidonville des Caraïbes, le prêtre, n'ayant pas eu le temps de préparer son homélie, proposa aux participants de s'exprimer spontanément sur l'Evangile qui était celui de la multiplication des pains. Une vieille femme prit la parole et dit : « je me suis dit que si nous mettions en commun le peu que nous avons, comme les pains et les poissons, il y en aurait peut-être aussi pour tout le monde ». Ce propos fut le point de départ d'un processus de « conscientisation » qui permit à la population de ce quartier d'améliorer son habitat, de se doter d'un dispensaire, d'une école, etc. et se mettre en voie de développement.

A partir de ces deux faits, Vincent Cosmao ouvre des pistes de réflexion. Nous en reproduisons ici quelques éléments (1).

(1) Foi et Développement 82, décembre 1980 (Centre Lebreton, 9, rue Guénégaud, 75006 Paris).

Notre conscientisation passe par l'analyse du système qui produit le sous-développement

Quoi qu'il en soit des progrès techniques et de leurs bienfaits incontestables, nous sommes en train de prendre conscience peu à peu que le système que nous avons construit avait son envers ou son sous-produit qui n'est autre que le sous-développement des sociétés déstructurées du fait de notre développement anarchique (...). Il nous faudra nous habituer à cette analyse du sous-développement même s'il importe de l'affiner sans cesse en fonction des différentes formes du sous-développement (...) dont certaines viennent du fond des âges.

Ce qui s'éclaire c'est que la vie humaine sur la terre constitue un système, un éco-système, où tout réagit sur tout et dont les effets ou les contre-effets devront de plus en plus être prévus, autant qu'ils sont prévisibles, pour pouvoir être gérés (...).

« *Ce qui concerne tous, doit être traité par tous* » disait-on au Moyen Age. Ce qu'on découvrait ainsi à l'échelon des communes ou des corporations est en train de se vérifier à l'échelle de l'espèce. C'est ce qu'il nous faudra prendre en compte dans les décennies ou les années qui viennent. Les débats actuellement en cours sur la redistribution du pouvoir dans les organisations internationales le montrent bien : quand les pauvres sont tellement endettés qu'ils ne peuvent même plus payer les intérêts de leurs emprunts, il faut bien négocier avec eux la poursuite des rapports réciproques ; le sort des créanciers eux-mêmes en dépend.

C'est cette interdépendance généralisée que met en évidence l'analyse du sous-développement : sa gestion nous intéresse autant que ceux qui jusque là étaient seuls à être dépendants. Nous ne pourrions pas nous cantonner dans la défense de nos droits acquis ; il nous faudra négocier les conditions d'exercice des droits de tous à commencer par le droit à la vie :

(à suivre p. 43)

Mission de France - Association

Service Jeunes 1981-1982

Passionnés
comme au premier jour
par l'aventure de la foi,
en France et dans le Tiers Monde,
nous avons peu à peu mesuré
la densité de l'incroyance
dans notre société,
et progressivement découvert
qu'un monde finissait.

Un monde où l'Eglise
avait fait ses racines.
Nous savons qu'aujourd'hui
un monde bien différent fait surface
et que nous avons à entrer
dans la nouvelle culture qui surgit
pour y inventer
les chemins de la foi
au Dieu de Jésus Christ.

Nous avons, chemin faisant, rencontré bien des chrétiens qui cherchent comme nous. Ensemble, nous regardons vers l'avenir, sûrs que le monde moderne est aimé de Dieu.

Aujourd'hui, des jeunes
témoignent de l'évangile
là où ils vivent
et dialoguent quotidiennement
avec des hommes et des femmes
qui ne partagent pas leur foi.
Cette rencontre
a suscité chez eux
une manière nouvelle

de se situer dans la société,
une intelligence renouvelée de leur foi,
un regard plus critique sur l'Eglise,
en même temps qu'une aspiration
à la vivre autrement.
Ils se sentent responsables
de son devenir
et de sa fidélité
à la mission reçue du Christ.

Si tu te sens concerné par cette recherche et si tu veux la partager avec nous, tu trouveras dans les pages suivantes nos différentes propositions.

MISSION DE FRANCE, Service Jeunes, 16, rue du R.-P.-Lucien-Aubry
B.P. 124 - 94121 FONTENAY-SOUS-BOIS Cedex

A la rencontre du fou libre

Avec des titres et des appellations différentes, comme à : Montluçon, Clermont-Ferrand, Toulouse, Rennes, Vienne, Saint-Brieuc et Brest en 1981,

La Mission de France, en liaison avec un diocèse, une région ou des groupes ;
organise une VEILLE-PARTAGE-CELEBRATION « à la rencontre du fou libre ».

- Occasion de rencontre pour les jeunes souvent isolés, désirant partager les questions posées au jour le jour
- Occasion de découvrir ensemble les chemins nouveaux d'une foi au Christ dans la vie qu'on mène
- Occasion pour les jeunes de s'interroger sur leur place dans l'Eglise et les responsabilités à y prendre.

**Cette veillée
créé l'événement :**

des jeunes s'expriment et osent dire
que l'on peut être à la fois jeune et chrétien.

**Cette veillée
constitue un appel :**

- à rejoindre ceux et celles qui se sentent partie-prenante de l'avenir de la Foi, dans divers groupes et de bien des manières dans l'Eglise
- à créer de nouveaux lieux de liberté, de partage et de prière.

Pour l'année 1982, les différentes localités et dates des futures veillées ne sont pas encore toutes fixées. Pourquoi ne pas en prévoir une dans ta région ? Il suffit de nous écrire en renvoyant la fiche page 75.

Chemins ouverts

*« Des hommes et des femmes
ont tracé le chemin jusqu'à aujourd'hui ;
il faut en inventer d'autres pour demain ».*

En plusieurs lieux, à la suite d'une veillée, d'un week-end, des jeunes de 17 à 25 ans, ont pris l'initiative de se retrouver plus régulièrement et cheminant à leur rythme. Ainsi, dans le Nord, en Ile de France, dans le Sud-Est, le Sud-Ouest et en Bretagne. Pourquoi pas là où tu vis ?

En week-end...

pour rechercher et partager avec d'autres jeunes
tes certitudes et tes doutes, tes difficultés,
ta soif de faire quelque chose.

Avec une vie d'équipe...

Comme à la Mission de France,
des jeunes, sur le petit coin de terre
qu'ils ont commencé à défricher
— au travail, dans les études, en famille —
veulent vivre l'Espérance au cœur des choix
qui s'amorcent ou qui sont déjà les leurs :

- La lutte pour un monde plus humain,
avec la passion pour la justice
- La construction de l'amour aux multiples visages
- La vie d'une enfant et la fidélité des amitiés
- Oser chercher Dieu dans un monde
où Il n'est pas évidence
- Accepter d'être disponible
pour un ministère confié par l'Eglise.

Pâques à l'aube

*« Je ne savais pas que le visage d'un autre
pouvait contenir le monde entier
Je ne savais pas que son regard ouvert
pouvait allumer tous les soleils ».*

Jean Debruyne

A Fontenay-sous-Bois, à Viviers et à Saintes, nous avons invité, en 1981, les jeunes de partout à se rassembler pour prendre le temps de respirer, de prier, de dire et d'écouter, de célébrer et repartir ensemble.

« PAQUES A L'AUBE » est le moment privilégié pour

- mettre en relation les groupes et les personnes
- se reconnaître
- élargir le dialogue
- et former le Peuple de l'Espérance,
qui peu à peu se dévoile et se rassemble
pour nommer et célébrer JésusChrist.

Pour 1982, cinq ou six lieux de « Pâques à l'Aube » sont envisagés.

Si cela t'intéresse, et si tu es prêt à participer à une préparation, indique-le sur la fiche à retourner.

Retiens déjà les 10, 11, 12 Avril 1982

pour venir participer à ce temps

d'amitié

de célébration

et de fête

Parcours de croyant

Comprendre pour vivre sa foi

- Aux jeunes qui se retrouvent dans la dynamique de ce que vit la Mission de France, ces « Parcours » sont communs à ceux qui cheminent vers le ministère ordonné et à ceux, garçons, filles, jeunes foyers, qui veulent vivre un service d'Eglise au cœur de l'incroyance.
- A partir de septembre 1981, les parcours sont régionalisés. Ils ont lieu à Fontenay et à Toulouse. Chaque parcours comprend 5 week-end, répartis tout au long de l'année, et une session commune permettant aux participants des deux lieux de vivre ensemble une semaine d'été et de se reconnaître dans leur recherche.

Parcours bibliques

Parcours 1 :

A la découverte de la Bible

Ce parcours a lieu à Fontenay et à Toulouse.

Il s'agit de découvrir ce livre qu'est la Bible, où se croisent les recherches des croyants, la foi d'un peuple, ses doutes, ses espoirs, ses cris, au cœur des moments de libération comme au creux des moments d'écrasement, au cœur des temps de paix royale comme au creux de la déportation. Des hommes qui s'appuient les uns sur les autres pour avancer...

Parcours 2 :

A la découverte du Nouveau Testament

Découvrir l'événement Jésus-Christ, apercevoir les grandes lignes de sa Bonne Nouvelle, discerner les appels qu'il fait aux croyants pour redire cette Bonne Nouvelle. Ce parcours suppose d'avoir été initié à la découverte de la Bible.

Parcours anthropologique

Questions d'hommes

Notre aventure d'hommes aujourd'hui : ce qui en fait le sel, les questions, les limites... S'initier aux maîtres de la pensée contemporaine dont les idées imprègnent nos mentalités. Ne sommes-nous pas en quête du sens de notre histoire ? Et cette question de Dieu, lancinante, ne serait-elle pas question de l'homme ?

Parcours Christologique

Question du Christ

Quand nous osons parler de Lui, qu'en disons-nous ? Que voulons-nous dire quand nous le disons ressuscité ? Le Jésus de l'histoire et le Jésus ressuscité...

Avec ceux qui nous ont précédés : Vous, qui dites-vous que je suis ?

Le Ministère ordonné

Information

**Une marche
dans le Morvan :**

« *Un jour Il m'a séduit* ».. Quelle réponse donner à cette séduction de Jésus-Christ ?
Etre prêtre ? Pourquoi pas ?
Solidaire et Serviteur...

**Un chantier
dans une abbaye :**

Quand je n'arrive plus à évacuer son appel...
alors prendre le temps de préciser ma recherche
sur les appels à un service d'Eglise
et sur ce que vit la Mission de France.

Avance en eau profonde :

Mettre le cap, lancer les filets.
8 jours en mer pour réfléchir ensemble.
Quel serviteur ?
Pour quelle Mission ?

Halte sur la route :

Un week-end de réflexion
sur la « *Vie et le Ministère des prêtres* ».

Equipes d'acheminement

● **Leur but :**

Se retrouver à plusieurs pour éclairer ce que l'on veut faire de sa vie, pour élaborer un choix libre et progressif du ministère de prêtre.

● **Qui regroupent-elles ?**

Des jeunes d'âges et de recherches semblables qui, tout en poursuivant leur travail, leurs études, mettent en commun leurs questions, leur passion de Jésus-Christ, leur passion des hommes, leur passion de l'Eglise.

● **Ce qu'elles proposent comme formation :**

Des sessions, des week-end sur le ministère et les week-end de Parcours de Croyants.

A la Mission de France

● A qui s'adresse cette formation ?

La formation au ministère

— A des jeunes qui ont déjà acquis une expérience humaine dans l'exercice d'une profession, dans une formation universitaire, dans des responsabilités ecclésiales ou collectives.

— Ces jeunes doivent avoir réfléchi au type de ministère pour lequel ils se proposent : réflexion qui a pu être menée dans les équipes d'acheminement de la Mission de France, les équipes G.F.U., les équipes G.F.O., les séminaires de premier cycle.

● Ce que souhaite assurer la Formation à la Mission de France

Une formation communautaire :

où chacun est responsable du cheminement de tous :

- vie d'équipe en appartement
- célébrations eucharistiques et prières communes
- temps d'approfondissement sur le sens du célibat, la vie de prière
- rencontre avec des hommes de cultures, de religions différentes.

Une formation pour notre temps :

- vivre la simplicité et la pauvreté évangéliques
- vivre la Mission : passion de Jésus-Christ et passion des hommes
- faire siennes les grandes questions de notre terre : la pauvreté et la richesse, le Tiers-Monde et le Quart Monde, les espoirs et les craintes, les faims et les soifs...

Une formation spirituelle et intellectuelle :

adaptée à chacun, à son passé, et au ministère qu'il aura à vivre.

Vin nouveau

Une revue faite par des jeunes

- Cherchant à faire germer l'espoir dans le quotidien.
- Curieux de ce qui se passe au-delà de l'hexagone.
- Passionnés de justice : vivre l'Evangile les intéresse.
- Ne voulant pas enterrer la question de Jésus-Christ mais se demandant :
avec qui, où et comment chercher ?
- Pensant enfin que ceux qui portent, depuis des années, les intuitions de la Mission de France peuvent les y aider.

Une revue, outil de partage et de travail

A la une :

à plusieurs volets,
des dossiers et des rubriques régulières :

Osons la Bible :

des réflexions sur les événements qui font la Une, surtout au Tiers-Monde ou dans le Quart-Monde

A colonnes déployées :

des outils pour ouvrir ces vieux livres et les lire

Nouvelles :

quatre pages au centre de la revue donnent des nouvelles des groupes qui cherchent à vivre, aujourd'hui, les intuitions de la Mission de France :
veillées, week-end, Pâques à l'Aube, préparation au ministère, parcours de croyants... Ces passages font de VIN NOUVEAU un lien entre nous et nouent un dialogue entre différentes générations de croyants.

Et puis : des poésies, des bandes dessinées, un livre ou un film.

6 numéros par an : 40 Frs

droits des Hommes et droits des peuples, même si ceux-ci ne sont pas encore reconnus comme tels, mis à part le droit, souvent théorique, à l'auto-détermination.

***L'analyse du système est en cours
dans la conscientisation
et la mobilisation des pauvres;
en église leur prise de parole est déjà opératoire***

En se mettant en marche et en affrontant les obstacles que notre modèle de « développement » a mis sur leur route, les pauvres sont en train de nous montrer que notre système, tel qu'il est, ne peut pas fonctionner, ni pour eux ni pour nous. « *Rien ne changera chez nous, nous disent-ils, si rien ne change chez vous* ». Ce propos d'évêques brésiliens (...) est révélateur des prises de conscience en cours. C'est sur les centres de décision qu'il va falloir agir pour que deviennent pensables des modèles de développement qui permettent à tous de vivre. Au plus près de ces centres de décision on s'en rend compte même si on y est parfois plus impuissant qu'auparavant devant les décisions qui s'imposent, tant sont prégnantes les inerties qui déterminent les dynamiques sociales.

D'une manière inattendue, c'est peut-être en Eglise que se fait au mieux la prise de conscience de la nécessité de changer le monde, même si c'est en Eglise aussi qu'apparaissent les plus fortes résistances au changement, tant on s'était habitué à considérer l'ordre des choses comme un ordre divin des choses. En Eglise, quel que soit le poids des habitudes, des idées reçues, des évidences collectives, quand les pauvres prennent la parole, non pour demander la charité mais pour parler de justice, ils ont quelque chance d'être entendus. Les droits des pauvres, dont Dieu est le garant, sont inscrits dans la mémoire collective, même s'ils y sont souvent profondément refoulés. Quand les pauvres n'entendent plus la Bonne Nouvelle comme un appel à la résignation mais comme une exigence de libéra-

tion et de création d'une terre habitable pour tous, ils font peut-être peur dans un premier temps, mais cette peur est surmontable. C'est, en effet, un dialogue entre frères qui devient possible, dès lors que c'est en relation à Dieu que les pauvres font valoir leurs droits. C'est ainsi qu'en 1971 le Synode des évêques a reconnu « *le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde... comme une dimension constitutive de la prédication de l'Evangile* » (...). Ce qui s'est dit ce jour-là remet le christianisme en marche, comme le mouvement historique qu'il est quand il ne se fige pas en système doctrinal ou social. Envers et contre tout, ce mouvement est désormais à l'œuvre dans l'histoire qu'il n'aura plus la prétention de conduire mais qu'il contribuera à rendre possible : ce n'est pas par hasard, qu'à quelques-uns des points chauds du monde, des chrétiens ou des églises se trouvent en première ligne, acteurs, parmi d'autres mais parfois déterminants, de changements qui deviennent nécessaires.

***En s'engageant dans ce mouvement l'Eglise
redécouvre que l'organisation de la vie collective
de telle manière que personne ne manque
du nécessaire est indissociable
de la prise en compte de la relation à Dieu
selon la pratique et la prédication de Jésus***

Si c'est au pain donné à celui qui en manque que Jésus nous reconnaîtra comme ses disciples, nous commençons à voir devant quelle tâche nous nous trouvons. Le signifiant de l'Eucharistie c'est le pain partagé. Mais le partage du pain suppose l'organisation de la vie collective. L'humanité ne parviendra à assurer la subsistance de tous qu'en maîtrisant les rapports sociaux et internationaux qui concourent à la production et à la distribution du pain. Si nous ne voulons pas que le signifiant de l'Eucharistie devienne évanescant et insignifiant pour ceux qui n'y ont pas accès,

il nous faudra prendre au sérieux la tâche collective qu'est la création des conditions d'existence de tous, étant bien entendu que tous doivent pouvoir participer à la prise en charge de cette tâche, car l'homme ne vit pas seulement de pain mais aussi de liberté responsable et créatrice.

En nous créant à son image et ressemblance, Dieu nous a confié la gestion de la base matérielle de notre existence, nous laissant le soin d'inventer et de réinventer sans cesse les formes d'organisation nécessaire pour nous faire exister, pour nous créer collectivement. Il nous est arrivé de croire que Dieu nous avait dit comment nous devons nous y prendre et de penser, par le fait même, que nous le savions. L'expérience nous montre que nous n'en savons rien, que nous n'avons pas de modèle et que nous n'y parviendrons qu'en négociant, les uns avec les autres, ce qui est possible aujourd'hui et ce qui sera possible demain.

Cette démarche de négociation permanente, constitutive de la politique, dont l'objet est l'organisation de la vie collective, Dieu ne peut la conduire à notre place. Il nous a fixé un seul critère : que personne ne manque du nécessaire, que personne ne soit dans le besoin comme il est dit de la première communauté de Jérusalem où l'on mettait tout en commun, c'est ce que nous avons retenu, mais pour distribuer à chacun selon ses besoins, ce qui était l'objet du partage (Actes des Apôtres ch. 4, versets 32 à 35). La fraction du pain est indissociable de cette exigence de satisfaction des besoins, du moins des besoins essentiels, de tous.

Pour faire l'Eucharistie en vérité, au niveau du signifiant, il nous faudra de plus en plus nous préoccuper effectivement de la possibilité de la vie pour tous, l'omission étant à la limite aussi grave que l'accaparement des biens dont les prophètes dénonçaient si vigoureusement la contradiction avec l'Alliance, exactement comme ils dénonçaient l'idolâtrie ; n'avoir d'autre dieu que Dieu et lui offrir à Lui seul *le sacrifice de louange c'est aussi permettre à tous d'exister devant Lui, reconnaître à tous le droit d'avoir leur part des fruits de la terre qu'Il a donnée à tous*. Tous sont invités à la table du Royaume mais aussi à la table du sacrement du Royaume. Cette table n'existe dans la réalité que si tous y ont accès.

***Dans le corps du Christ
nous sommes tous comme un seul homme
devant Dieu
et devant la terre sur laquelle nous avons à vivre***

Ce que symbolise et réalise l'Eucharistie c'est en dernière instance l'humanité dans son unité de fils de Dieu dans le Fils Unique. « Tous, vous ne faites qu'un dans le Christ Jésus » (Lettre aux Galates, ch. 3, v. 28). En employant le masculin là où il aurait pu employer le neutre, Paul nous fait toucher du doigt que c'est comme unique sujet en relation à Dieu qu'il veut nous faire nous percevoir. Unique sujet en relation à Dieu signifie aussi unique sujet de notre « être-au-monde » et de notre « nous-faire-être-au-monde », de notre création collective. C'est ce qui était déjà suggéré dans la figure d'Adam. C'est ce qui est mis en évidence dans notre communion, sacrement de notre union à Dieu.

Devant la tâche collective dont dépendent notre existence et surtout notre avenir, l'unité ainsi symbolisée et réalisée, en espérance et en possibilité, est précieuse voir nécessaire : rien n'est en effet plus difficile pour l'humanité que de se penser une, ce qui est pourtant la condition de son action collective, de la prise en charge de sa tâche de construction du monde.

Depuis des décennies nous avons appris à évaluer les contradictions, les conflits, avec lesquels nous sommes toujours aux prises, nous avons compris les risques que nous courons quand nous cherchons à les occulter : ce sont toujours les plus forts qui en tirent parti aux dépens des plus faibles. Il nous faut redécouvrir qu'un jour ou l'autre il faut les négocier, mais les négocier de telle façon que tous aient leur mot à dire dans la construction des solutions les moins mauvaises qui seront d'ailleurs toujours à reprendre : l'histoire n'est possible à long terme qu'à travers ces négociations qui permettent à *tous* d'être *l'acteur de la création*. Il n'y a pas de fin à cette histoire comme on en avait rêvé. Mais chaque contradiction négociée fait exister un peu plus l'humanité dans son unité. L'unité que signifie

et réalise l'Eucharistie n'existera sans doute en plénitude que dans le Royaume, mais il est important pour l'histoire en train de se faire qu'elle existe déjà, non seulement en relation à Dieu, mais aussi en relation à la tâche collective de construction du monde.

Tous ceux qui suivent avec quelque attention la vie internationale voient les menaces s'accumuler : pire encore que le suicide collectif toujours possible, on pressent les risques d'une désorganisation telle que des sociétés entières seraient « clochardisées », livrées à l'assistance publique qui n'aurait pas les moyens de les prendre en charge. La « pauvreté absolue » pourrait encore se généraliser si l'on s'installait dans le « sous-développement à petit feu » (...).

Ce qui manque le plus à l'humanité en ce moment, c'est une espérance ; une espérance dont l'objet ne soit pas seulement la vie éternelle, mais aussi la possibilité de la vie sur la terre. Cette espérance, comme l'espérance de la vie éternelle, n'apparaît plus possible qu'à travers la mort, à travers cette mort qu'est aussi la mort d'un vieux monde pour que naisse un monde nouveau.

Nous annonçons la mort du Seigneur jusqu'à ce qu'Il vienne. Nous avons aussi à annoncer, par nos pratiques autant que par nos paroles, qu'Il est en train de venir, qu'à travers tout ce qui doit mourir pour qu'autre chose soit possible, Il est déjà en train de venir, en train de ressusciter en tous ceux pour qui la vie devient possible à mesure que tous s'organisent pour qu'elle soit possible pour tous.

L'Eucharistie est aussi le sacrement de ce que nous avons à faire : elle en affirme la possibilité alors que tout porterait à penser que ce qui est nécessaire est impossible. Contribuer à rendre pensable ce qui s'avère nécessaire, telle est une des formes du témoignage à rendre à Dieu en ces temps sans espérance, une des formes de l'espérance. Toute Eucharistie devrait en être la célébration.

« Puisqu'il y a un seul pain, à nous tous nous ne formons qu'un corps, car tous nous avons part à ce pain unique » (1^{re} Lettre aux Corinthiens, ch. 10, verset 17).

Vendée à vendre ?

Etude sur le tourisme

Clément Pichaud

La Vendée est le troisième département pour l'accueil touristique : un million deux cent mille personnes s'y rendent chaque été.

Clément Pichaud, membre de l'équipe associée de Beauvoir, analyse depuis une vingtaine d'années les réalités du tourisme vendéen et participe à diverses rencontres.

En cette période d'été, il nous a paru intéressant de vous proposer le texte d'une intervention qu'il fit en présence du sous-préfet et de Conseillers généraux ; de membres du secrétariat d'Etat au Tourisme, de l'INSEE et des Chambres Consulaires. De nombreux militants participaient à cette rencontre, rassemblés par le Centre d'Etudes et d'Action Sociales, (C.E.A.S.).

Le Tourisme = une marchandise ? La Vendée = à vendre ? L'homme = perdant ou gagnant ? ... Voici ses réflexions.

Je ne suis pas un statisticien jonglant avec les chiffres. Je ne parlerai pas davantage comme un responsable de Syndicat d'Initiative ou Office du Tourisme vantant un ensoleillement égal à celui de la Corse, une église du XII^e, ou un site unique au monde. Encore moins comme un homme d'affaires invitant à sortir le porte-feuille pour savourer la brioche vendéenne, la « liqueur des Vendéens », pour participer à un circuit dit « touristique », ou pour acheter des souvenirs du soi-disant pays Chouan.

Ici, c'est essentiellement des hommes et des femmes que nous voulons parler. En tout cas, pour ma part, je le dis clairement : si je m'intéresse au tourisme, c'est uniquement à cause des hommes et des femmes qui le vivent ; si je suis ici, aujourd'hui, c'est avec l'espoir d'apporter ma contribution à ce que le tourisme soit véritablement au service des hommes et des femmes.

J'ai lu un certain nombre de dossiers et de livres, des bilans et des prospectives. On y parle chiffres, pourcentages, coefficients d'occupation, indices d'évolution, chiffres d'affaires, dépenses moyennes, évaluation des coûts et bénéfices, constitution et commercialisation de produits touristiques, etc. Où sont les hommes dans tout cela ? Sous-entendus, sans doute ! Mais sont-ils entendus ? Pris en compte ?

A l'inverse, j'ai lu ou entendu beaucoup de réflexions, généreuses et merveilleuses sur les hommes en loisirs, en vacances. On y parle de liberté, d'évasion, de jeu, de rêve ; des fameux 3 « D » : Délassement, Divertissement, Développement (J. Dumazedier). Mais, du coup, où est le tourisme avec toutes ses infrastructures foncières, immobilières, économiques, ses contraintes sociales, ses orientations politiques ?

Est-il donc impossible de tenir ensemble, dans la réflexion, les hommes concrets et le tourisme concret ? Est-il impossible de parler à la fois du tourisme tel qu'il existe aujourd'hui et des hommes tels qu'ils sont dans ce tourisme-là ? C'est ce que nous avons à faire aujourd'hui. Pour ma part, si je m'essaie à une analyse psycho-sociologique de ce que deviennent les hommes et les femmes dans le tourisme, c'est en ayant le souci de rester constamment dans la réalité socio-économique du tourisme actuel.

Qu'est-il donc ce tourisme actuel ? Je vais parler à partir du tourisme côtier, parce que c'est à cela que je suis mêlé depuis une vingtaine d'années, c'est celui que je connais le mieux ; et surtout c'est celui qui sert de référence : pour certains, à titre de modèle ; pour d'autres comme une répulsion.

Je commencerai par deux remarques préliminaires (des présupposés qui ne sont nullement des postulats) :

1 - Le tourisme actuel est (ou devient rapidement) **une industrie**, ce qui recouvre les caractéristiques suivantes :

- A la base de tout : des éléments d'ordre géographique, climatique, etc. que certains appellent un « gisement touristique ».
- A partir de là, sont mis en œuvre des moyens scientifiques et techniques : transports, communications, techniques publicitaires, commerciales et autres...
- Il en découle des activités multiples et surtout de plus en plus spécialisées, selon le principe de la division du travail (exemple : dans une grande surface, les uns approvisionnent, d'autres conseillent, d'autres font payer, d'autres commandent, etc. Tout est spécialisé, à la différence d'un petit commerce).
- Ajoutez à cela la place croissante des capitaux et leur accumulation (j'y reviendrai).
- L'utilisation du calcul rationnel : comptabilité, gestion, prévision, etc. (ce n'est pas dans un petit camping à la ferme que l'on trouve cela).
- Enfin, la concentration ouvrière (sur notre côte, chaque été, des milliers de travailleurs saisonniers).
- Le résultat : des « produits touristiques » de plus en plus standardisés comme dans toute autre activité industrialisée (logements ou loisirs standards offerts comme des machines à laver ou des savonnettes, etc.).

2 - L'industrie touristique, comme toutes les autres industries, est prise dans un **libéralisme** très fort :

- Le critère du tourisme est-il vraiment le repos et l'épanouissement des touristes ? N'est-il pas plutôt la rentabilité (comme pour toute autre industrie) ? Je rêvais, tout à l'heure, en écoutant ces témoignages : « Chez nous, pas de profit, pas de rentabilité ».
- Le but des industriels du tourisme peut-il être le bien des vacanciers ? Tout ne les pousse-t-il pas au contraire à poursuivre la recherche du profit maximum ? Leur loi n'est-elle pas celle de l'offre et de la demande solvable ?
- Derrière tout cela, n'y a-t-il pas cette idéologie : si chacun cherche pour lui le profit maximum, du même coup il assure automatiquement le bien de l'ensemble ?
- Enfin, les détenteurs de capitaux n'ont-ils pas de plus en plus de pouvoirs, à tous les niveaux où se décide et se réalise l'industrie touristique ?

Si nous voulons relativiser, voire contester, cet aspect industriel et surtout libéral du tourisme, nous devons d'abord constater qu'il est là et bien là, car c'est sur ce terrain-là que se placent tous ceux qui ont quelque pouvoir dans l'industrie touristique, y compris le pouvoir politique au plus haut niveau. Je vous cite deux réflexions seulement. M. Serieyx, alors Secrétaire d'Etat au Tourisme, proclamait à Nantes le 10 novembre 78, devant les responsables régionaux du tourisme : « Je ne suis que le directeur commer-

cial du tourisme, chargé de la vente d'un produit : la France touristique ». Quant à M. Soisson, ex-ministre de la Jeunesse et des Sports, il affirmait : « Le tourisme a de multiples dimensions : sociale, culturelle, sportive, de loisirs. Mais c'est sa dimension économique que j'ai voulu privilégier ».

Ceci étant sommairement posé, cherchons ce que deviennent les hommes et les femmes.

I. - L'homme consommateur de tourisme

Sur la côte vendéenne, la « clientèle » est familiale (moyenne : 4 personnes) et jeune. Elle dispose de revenus modestes : près de la moitié des touristes, ici, sont des campeurs, et la moitié de ces campeurs sont des ouvriers (enquête INSEE, été 79).

Je voudrais m'arrêter sur trois points particuliers - l'auto, la résidence secondaire et les loisirs - pour scruter comment ils façonnent les touristes.

« L'homme-auto »

Puisque 85 % des touristes qui viennent chez nous, y viennent en auto, parlons d'abord du tourisme-auto. J'ai bien aimé lire ce témoignage d'une famille vendéenne partie en vacances ailleurs : « L'an dernier, nous sommes allés à la montagne. Nous étions décidés à ne pas consommer des kilomètres. Nous sommes restés dans un point fixe. Avec les enfants, nous avons su nous organiser pour faire de petites randonnées. Ils ont beaucoup aimé les discussions avec les gens du coin. On prenait le temps de bavarder et de connaître la mentalité du pays ». Je pense aussi à ce couple d'agriculteurs disant : « Tous les ans, nous partons pendant une semaine ; nous changeons toujours d'endroit pour contacter d'autres agriculteurs, d'autres milieux, d'autres pays et ce qui s'y vit ».

Combien ne savent guère que rouler, victimes de leur auto et de tous les guides, sans prendre le temps de s'arrêter, se reposer, contempler ? Témoin les lignes que voici : « Nos temps de loisirs s'accroissent, mais conjointement le rythme de travail s'accélère, les rapports sociaux deviennent de plus en plus complexes, et nous nous retrouvons, au seuil de nos vacances, fatigués et dépourvus d'imagination. Heureusement, l'industrie touristique prend le relais, planifie et organise nos loisirs, invente pour nous, afin de nous éviter un effort supplémentaire, prévient et au besoin crée nos

désirs. Il n'est plus nécessaire de chercher. L'imagination, aujourd'hui, s'achète. Nos itinéraires sont fléchés, nos arrêts bien signalés. Impossible de se tromper sur ce qu'il convient de faire, voir ou admirer en vacances ». Qui a bien pu écrire cela ? Un humoriste un peu féroce ? Un philosophe plutôt déçu ? Non ! Un journaliste, en introduction d'un article, pour vanter et conseiller un « circuit touristique ». Ainsi, tous les éléments de critiques sont devenus des arguments publicitaires. N'est-ce pas le comble de la « récupération » ?

Et qu'est-ce que l'on montre ? Qu'est-ce que l'on conseille d'aller voir ? Parfois des choses belles, j'en conviens. Je dirai quand même que dans le guide touristique officiel de Vendée, qui compte plus de trente pages écrites très serrées, on ne trouve pas dix lignes sur les habitants et la vie actuelle de la Vendée. Le résultat ? Il est permis de s'en inquiéter. Comme le dit avec humour le sociologue Edgar Morin : « Nous ne nous déplaçons plus pour voir, mais pour prendre des photos... Le touriste ne visite pas un pays, mais le fantôme de ce pays, c'est à dire tout ce qui, dans ce pays, semble échapper à la corruption du temps... tout ce qui est muséifié, muséable, muséoïde... »

Le résident secondaire

Puisque les résidences secondaires représentent près de 45 % des capacités d'accueil touristique de la Vendée et que le parc « Résidences secondaires » de la Vendée est l'un des plus denses du littoral français, parlons-en.

Mon propos n'est pas de dire où, les touristes établissent leur résidence secondaire ni comment, ni même pourquoi. Comme pour l'auto, je cherche plutôt à découvrir ce que la résidence secondaire fait de ceux qui l'habitent et la possèdent... Car, de même que l'auto est beaucoup plus qu'un véhicule, la résidence secondaire est beaucoup plus qu'un abri. Selon une enquête faite sur le littoral vendéen, on peut distinguer trois catégories de propriétaires : ceux pour qui la résidence secondaire est **un placement** : ils la louent volontiers, et la revendent en spéculant ; ceux pour qui elle est **un symbole de réussite sociale** : ils l'utilisent pour eux-mêmes ; enfin ceux pour qui elle répond (ou est censée répondre) à leurs **aspirations individuelles bourgeoises**.

Je n'ignore pas tout le bien qu'on peut dire de la maison en général et de résidence en particulier. Ni tout ce qu'on peut y vivre, en effet, de très positif. Lieu de retrouvailles familiales et de rencontres amicales, paradis du bricoleur, la résidence secondaire peut être un lieu merveilleux de vie et de rêve, d'intimité et d'ouverture, de rupture et de renouvellement.

J'insisterai davantage sur le fait que la résidence secondaire fait des « **propriétaires** ». Et cela n'est pas rien, comme le dit un habitant de l'île de Noirmoutier : « On voit des gens simples qui viennent camper ou louer : ça se passe très bien. Mais, dès que

les mêmes achètent et font construire, ce n'est plus les mêmes visages, ce n'est plus les mêmes hommes. Ils s'enferment, font des murs, mettent des panneaux « propriété privée », etc. ». Et un autre : « Ils finissent par se sentir tellement chez eux que c'est nous qui finissons par devenir étrangers dans notre commune ».

De plus, dans bien des cas, la résidence secondaire devient un placement qui peut faire de bien des gens des « **spéculateurs** », comme le disait - par exemple - un dossier du journal « Le Point » : « La marée des résidences secondaires entraîne une vague de spéculation. La règle, c'est le doublement tous les cinq ans ». Diagnostic confirmé par cette confidence d'un agent de maîtrise, propriétaire à Merlin III : « L'appartement que j'ai acheté en 1972 51.000 F, je peux le revendre, en 1976, de 85.000 à 90.000 F. Entre nous, Merlin, c'est le premier promoteur qui permet à un type comme moi de spéculer sur une résidence secondaire. Pas mal, non ? » On peut aussi penser autrement...

L'homme en loisirs

On pourrait penser que le loisir, lui au moins, étant lié au temps libre, n'est pas un « produit », mais au contraire une activité libre et spontanée des individus ou des groupes. Cela existe en effet. Certaines personnes savent s'occuper, se distraire, se détendre, se former, avec extrêmement peu de moyens et une grande créativité. De fait, mer et plage permettent de bonnes parties de natation et beaucoup de jeux spontanés sur le sable ; forêts, marais et campagne invitent à de merveilleuses promenades et découvertes. Toutes choses qui servent l'épanouissement des estivants, tout en échappant au système marchand.

Mais, globalement, notre société a envahi et industrialisé le loisir comme tout le reste à tel point que, pour trop de responsables du tourisme, il est devenu inconcevable d'engager les touristes à venir en un lieu où n'existent pas de distractions toutes faites. Comme disait le Maire d'une commune rurale : « Je ne crois pas au tourisme en milieu rural, car il demande de gros investissements, les mêmes que sur la côte, et il n'est pas aussi rentable. Il nécessite **beaucoup d'organisation, d'animateurs**. On reproche que l'animation manque déjà l'été, à St Jean de Monts, les jours de pluie ; alors chez nous, ce serait autre chose ! ». On semble donc apprécier les stations d'après le nombre des attractions toutes faites qui y sont fournies. C'est un comble : pour mesurer la valeur du temps « libre », on prend pour critère le nombre des choses toutes faites qui sont disponibles pour le remplir !.

Les vacances sont peut-être la période privilégiée du jeu, qui est une activité humaine essentielle et merveilleuse. Mais que penser, quand des parents se voient contraints de traverser la station en voiture, pour que leurs enfants ne se laissent pas tous happer

par tous les « baise-fric » installés sur la route. Le jeu, ce pur symbole de gratuité, n'est-il pas devenu un piège ?

Liberté ?

Piège du jeu, piège des vacances, piège du tourisme. C'est ce que dit une estivante, secrétaire-comptable à Paris : « Les vacances sont, en grande partie, une aliénation basée sur l'illusion. Ou une drogue, si on préfère. Par exemple, comme ma boîte ne ferme pas, je « bourre » pendant le dernier mois pour que tout soit à jour quand je pars. Et, quand je rentre, je dois faire double boulot, parce que je retrouve tout, accumulé... Avant les vacances, pour les vacances, les travailleurs acceptent les heures supplémentaires et le travail noir. Ainsi accumulent-ils l'argent nécessaire pour l'illusion d'être libre. Ils rentrent « défoulés » des onze mois d'une vie dingue ; mais fauchés... et donc obligés de reprendre cette vie. Ce mois masque et fait accepter des conditions de vie et de travail qui nous sont imposées à longueur d'années. Même si le tourisme est parfois - souvent - ressenti comme une libération, il semble bien être assez largement un nouveau moyen d'enfoncer trop d'hommes et de femmes dans le règne de la contrainte et de la passivité ».

Egalité ?

Bien plus, les vacances sont entourées de tout un halo d'égalitarisme. Comme si on voulait nous dire : oui, bien sûr ! Pendant l'année, les uns commandent et les autres n'ont que le droit de se taire ; les uns triment et les autres profitent... Pendant les vacances, au moins, la communauté humaine se réconcilie dans l'égalité et la fraternité. Le Club Méditerranée n'est pas le seul à déployer cette « mystique » (c'en est une !) . Chez nous aussi, on entend et on lit des choses semblables : « Sur la plage, en maillot de bain, pas de différence entre le P.D.G. et l'O.S. ; dans les appartements de Merlin-Plage, le cadre supérieur côtoie le cantonnier de Vincennes ». La belle mystification ! Si vous êtes Smicard, essayez donc de louer au Bois de la Chaize, à la Grière ou sur le remblai des Sables ! Comptez les 2 CV devant les hôtels 4 Etoiles et les Mercédès sur les campings 2 Etoiles ! Et qui peut se payer un bateau de plaisance ? Les statistiques nous répondent : 5 ouvriers sur 1.000, contre 150 cadres supérieurs ou professions libérales. Encore faudrait-il comparer l'importance des bateaux et leur utilisation ! Bref, malgré tout ce qu'on essaie de faire croire, **le tourisme s'accommode très bien des inégalités.**

Et le pire, c'est qu'il renforce ces inégalités. Parce que si je suis un touriste de ce que l'on appelle le bas de l'échelle sociale (mot affreux, mais couramment utilisé),

toute la publicité, qui présente toujours des touristes jeunes, beaux et riches, se ligue pour me donner envie de me payer ce que s'offrent ceux qui, comme on dit, sont au-dessus de moi. Seulement, mes moyens sont modestes, alors je ne peux me payer que quelques petits trucs comme les riches. Tandis que, eux, qui ont des moyens bien supérieurs, voyant que je risque de me rapprocher de leur niveau de loisirs, s'ingénient à partir plus loin, à prendre de nouveaux loisirs, à dépenser plus ou autrement... Ainsi, dans la consommation touristique, s'installe une sorte de spirale qui emporte tout le monde dans le même tourbillon, mais en creusant l'écart entre les plus aisés et les plus démunis. Depuis quelques années, autour de moi, j'ai vu quelques ouvriers se mettre à prendre des vacances de neige, dans des conditions abordables pour eux ; du coup, pour s'affirmer, des artisans-commerçants se sont crus obligés d'aller au Kenya ou à la Réunion, en Haïti ou en Thaïlande...

Ce que je viens de dire sur les inégalités dans et par le tourisme, éclaire d'un certain jour les rapports des touristes entre eux. Si l'on veut maintenant parler des rapports entre touristes et gens du pays, peut-être faudrait-il, après le mot inégalité, faire appel au mot **colonisation**. Colonisation économique lorsque le pays est de plus en plus acheté par des gens de l'extérieur, ou lorsque les activités qui se déroulent dans le pays profitent largement à des personnes ou des groupes extérieurs. Colonisation culturelle, mais aussi idéologique, lorsque les touristes imposent aux gens du crû leurs rythmes, leurs valeurs, etc. Il y a bien des années que M. Renard (1) a montré en quoi le processus du développement touristique est analogue à celui de l'implantation coloniale. Il y a des années que l'ALCOA (2) a indiqué des moyens pour éviter la colonisation. Il ne semble pas que tous ces moyens aient été mis en œuvre.

« Clients lucratifs et citoyens dociles »

En conclusion de cette première partie, je voudrais dire combien j'adhère au diagnostic du grand sociologue Georges Friedman. Et je suis loin d'être le seul. En effet, dans le Rapport « Tourisme » du 7^e Plan (pas du 8^e !), les rapporteurs disaient : « Il nous faut tenir le plus grand compte de l'avertissement solennel de Friedman ». Que disait-il donc, vers 1970 ? En substance ceci : « Analysant depuis longtemps ce que le travail est devenu dans la société moderne, j'ai été obligé de reconnaître que ce travail en miettes et ce rythme fou entraînent pour la plupart des hommes une vie inhumaine. Alors, j'ai cherché, dans les années 55, si et comment le travailleur pouvait, malgré tout, être un homme. Et la réponse qui s'est alors imposée était celle-ci : seul le loisir et le tourisme peuvent donner au travailleur la compensation dont il a besoin. En tout

(1) Professeur de géographie à l'Université de Nantes.

(2) Organisme chargé d'étudier l'aménagement du littoral, de la Loire à la Gironde.

cas, il faut espérer que ce soit possible. Eh bien ! aujourd'hui, en 1970, 15 ans plus tard, je dois avouer avec beaucoup d'amertume qu'il n'en est rien. Le travail est resté aussi inhumain qu'il l'était, sinon plus. Nous avons vu le **loisir et le tourisme** devenir aussi inhumains que le travail : ils **sont devenus des marchandises** comme les autres et n'ont en rien libéré l'homme ». G. Friedman concluait : « Nous savons maintenant que notre civilisation technicienne ne peut pas être une civilisation du loisir et du tourisme ». Voilà « l'avertissement solennel » dont nos responsables devaient tenir le plus grand compte. Qu'en ont-ils fait ? Qu'en feront-ils ?

La question se pose d'autant plus que, sept ans plus tard, et en plein milieu du 7^e plan, un autre sociologue, J. Dumazedier, qui fut et reste un maître à penser en matière de loisirs et de tourisme, un homme qui a partagé les mêmes espoirs que G. Friedman, en arrive au même constat désabusé. Au lieu de ce qu'il avait prévu et souhaité, le développement du loisir et du tourisme s'est changé en une « croissance incontrôlée » qui aboutit seulement (dit-il) à faire « des clients lucratifs et des citoyens dociles ».

II. - L'homme producteur de tourisme

Dès 1965, le CEAS avait consacré un dossier aux « personnes broyées par le travail du tourisme (employeurs et employés) ». Cette réflexion s'est poursuivie. Je parlerai essentiellement de deux catégories : les commerçants et les saisonniers.

Les commerçants

Il y a un lien évident, et souvent manifeste, entre tourisme et commerce. Encore ne faudrait-il pas simplifier ni falsifier ? Quand il est dit ou écrit que le tourisme développe le commerce, cela veut dire, d'une part qu'il favorise la création de gros commerces (plus de 3 salariés) ; et d'autre part que cela joue en la défaveur du petit commerce. Ainsi, dans 9 cantons côtiers, en 13 ans, de 62 à 75, 300 gros commerces sont apparus, conduisant à la disparition de 400 petits commerçants. Peut-être était-ce inévitable. Peut-être même était-ce souhaité... Mais alors pourquoi ne pas le dire ?

Quant à ce que deviennent les commerçants, hommes et femmes, pendant la saison, cela dépend évidemment de leur implantation géographique, de leur branche d'activités, de l'importance de leur commerce...

Un commerçant décrit ainsi les difficultés nombreuses auxquelles les membres de sa profession doivent faire face.

« **Des problèmes de gestion** par exemple. Il faut gonfler les stocks et veiller à leur liquidation avant la fin de la saison, qui provoque souvent des problèmes de trésorerie. Il faut investir dans du matériel qui tourne seulement deux mois par an, d'où difficulté d'un amortissement normal du matériel saisonnier. En fonction du matériel nécessaire pour la saison, les charges restent lourdes pendant l'hiver. Les ouvriers professionnels saisonniers sont très exigeants sur les salaires, parfois de l'ordre de 50 % ; il faut les loger, les nourrir, parfois les blanchir.

Des problèmes d'accueil. Les clients sont très exigeants pendant la saison, méfiants, certains sont peu scrupuleux. Le client en vacances est toujours pressé, il n'a pas le temps d'attendre ; il ne veut pas faire la queue, il faut le servir en priorité. Le client n'admet pas que l'on manque de pain à 8 heures du soir ou que le petit salé n'est pas cuit à 8 heures du matin. La plupart font leurs achats à la même heure : 11 h. - 13 h. - 18 h. - 20 h. On envahit les boutiques : on rentre à 5 pour acheter une livre de beurre.

Les problèmes de travail. Difficulté d'avoir du personnel qualifié pour deux mois. On trouve sur le marché du travail des ouvriers peu qualifiés ou alors des étudiants. Les horaires de travail sont très difficiles à organiser. Le personnel travaille par roulements. Rares sont ceux qui acceptent de bon gré de travailler le dimanche.

Des problèmes de contrôle. La saison, c'est aussi la période des contrôles. Un commerçant qui voit entrer un contrôleur dans son magasin a la même réaction qu'un automobiliste qui vient de se faire arrêter sur la route par un gendarme ; il se demande toujours ce qu'il va bien lui « tomber sur le poil ».

Et enfin, **les problèmes familiaux** ; ce ne sont pas les moindres. La saison, pour un ménage commerçant saisonnier, c'est une vie de « dingues » pendant deux mois. Le mari et sa femme doivent travailler depuis souvent 4 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir et tous les jours, y compris les dimanches et jours de fête.

Certains diront : « Oui, mais la saison, cela fait gagner de l'argent ». Il faut savoir qu'à chiffre d'affaires égal, un commerce saisonnier rapporte beaucoup moins qu'un commerce en ville qui tourne toute l'année ».

Un certain nombre de commerçants disent (je l'ai encore entendu, ces tout derniers jours) : « Le plus gros de nos problèmes, c'est **les employés !** ». C'est peut-être vrai ; mais, placés dans une même situation, face à ce même problème, des commerçants ne peuvent-ils pas réagir différemment ? En voici deux exemples : un hôtelier, vendéen : « Notre gros souci, c'est le personnel : des cuisiniers (les plus durs à cuire !) ; le personnel de salle (pas toujours serviable, ni aimable), les femmes de chambre (qui dorment sur leur balai ou qui n'ont jamais fait de ménage), les plongeurs (les cendrillons de la profession)... Du personnel qualifié, on en trouve peu. Ou alors quand on en trouve, il est épouvantable d'exigences et de prétentions. Pour le reste, nous avons les

chômeurs sans qualification, les jeunes, les étudiants qui s'improvisent pour une saison plongeur, serveur ou femme de chambre, tout en voulant profiter des vacances de l'été ... Il faut les former ; et quand ils connaissent un peu le métier, ils vous plaquent, le 14 juillet ou le 15 août, pour partir chez le concurrent, si leurs revendications ne sont pas acceptées... » Autre son de cloche : « Avec le personnel, quel type de relations avez-vous ? », demande-t-on à une hôtellière. Elle répond : « ... Surtout, comment accueillons-nous leurs revendications... et quelle est notre attitude vis à vis de la convention collective ? L'hôtellerie organisée comme une famille, c'est du passé : les enfants ont secoué la tutelle familiale, les employés aussi... La convention collective dérange, oblige à repenser des décisions que nous trouvions justes, implique une remise en cause continuelle. Les syndicats obligent à plus de rigueur et situent l'employé en tant qu'adulte responsable... »

Les saisonniers

Je crois qu'il faut insister sur les saisonniers, car, dans les bilans et les projets, les saisonniers sont généralement « sous-entendus », pas pris en compte avec tout ce qu'ils vivent et tout ce qu'ils ont à dire. Un seul exemple : aux Etats Généraux du Tourisme Vendéen qui se sont tenus aux Sables d'Olonne en mars 79, sur plus de 100 pages de compte rendu, on trouve à peine 5 lignes sur les saisonniers. Et savez-vous où se trouvent ces cinq seules lignes ? Dans un papier sur l'environnement puisqu'il est dit que les saisonniers font partie de « l'environnement social » des touristes !

En 1975, alors que l'ALCOA estimait qu'il y avait, sur notre côte, au moins 12.000 travailleurs saisonniers, l'URSSAF, dans une enquête assez approfondie, n'en repérait que 5.445. Signe probable que plus de la moitié travaillaient sans être déclarés, avec toutes les conséquences que cela comporte. Parmi ceux qui étaient déclarés : 65 % étaient du département, 56 % étaient de sexe féminin, 40 % avaient moins de 18 ans, 61 % recevaient un salaire correspondant aux normes de leur branche professionnelle.

Il ne s'agit pas de nier les aspects positifs qui peuvent exister dans la vie des saisonniers : une mère de famille reconnaît : « Grâce à leur saison d'été, nos enfants peuvent se faire un petit pécule que nous, ouvriers, nous ne pourrions pas leur donner : ça leur permet de s'habiller, de payer un peu leurs études... » Autre exemple positif : des filles ont travaillé cet été dans un libre service. L'employeur, dès l'embauche, leur a dit : « Je ne vous prends que pour un mois, parce que je sais par expérience que des jeunes de moins de 18 ans ne peuvent pas tenir deux mois sans se claquer la santé. C'est à prendre ou à laisser ! » Elles ont fait régulièrement des journées de 8 heures, comme prévu sur leur contrat. Et, malgré la possibilité légale de faire un abattement de salaire, le patron les a payées à un tarif normal parce qu'il a estimé qu'elles faisaient le même travail qu'aurait fait une personne de plus de 18 ans.

Mais il faut dire aussi qu'il y a des choses inadmissibles, qui peuvent et doivent disparaître. Par exemple, dans une pâtisserie le 14 juillet 80, des ouvriers ont travaillé **23 heures de suite**. Et, le lendemain, il fallait retravailler... Tandis que le même jour, dans la même profession, mais ailleurs, les ouvriers ont travaillé beaucoup moins longtemps (14 h.), et le lendemain, ils avaient un jour de repos complet.

Il se trouve que, ce même 14 juillet, un garçon de 17 ans, sur un marché, a travaillé 9 heures sans manger : payé 5 F de l'heure, évidemment sans être déclaré. C'était son premier jour de travail ; ça été le dernier. Mais il n'a pas trouvé d'autre emploi pour l'été. Par contre, je sais que l'employeur aura trouvé un autre gars (ou plusieurs) à exploiter.

On peut s'inquiéter pour l'avenir quand on voit des gens exerçant des responsabilités importantes dans le tourisme en Vendée :

- dénoncer les inspecteurs du travail comme n'étant pas objectifs
- dire que, de toutes façons, les salariés ne peuvent pratiquement jamais prouver qu'un employeur soit en défaut, parce que, expliquent-ils, « il est évident qu'un salarié ne peut pas témoigner pour un autre ».
- avoir enfin pour objectif « l'adaptation de la législation au travail saisonnier » avec, en particulier, la suppression du repos hebdomadaire.

Avec ça, où allons-nous ?

Voici une comparaison parlante, entre deux situations qui ont pour théâtre la même station de la côte vendéenne, pendant l'été 1979. Dans une crêperie, un garçon de 17 ans gagne 930 F de « fixe » pour son mois (même s'il s'y ajoute presque autant de pourboires, ce n'est pas énorme), ceci pour de longues journées de travail. Non loin de là, un « professeur » de tennis, faisant payer ses leçons en liquide de la main à la main, gagne environ 1.000 F par jour. Ainsi gagne-t-il en un jour ce que le jeune gagne en un mois. Face à de telles situations, comment ne pas crier qu'il y a, d'un côté une exploitation, de l'autre un privilège, tous deux également inadmissibles ?

A la fin de l'été, combien de jeunes ne sont-ils pas crevés physiquement, ébranlés moralement et dégoûtés du travail ! Récemment une ouvrière, mère de famille, disait : « Des saisons comme ça, ça donnera quels ouvriers pour demain ? **A quel avenir prépare-t-on nos jeunes ?** » Elle ajoutait : « D'ailleurs, faire une saison comme ça, l'été, puis une saison de vendanges ou d'huîtres, puis une saison de pommes de terre... ce n'est pas une situation. Ce ne sont que des emplois non-qualifiés, dans des conditions trop difficiles. Ça dégoûte nos jeunes. Alors ils partent... Et notre littoral vieillit à un rythme inquiétant ».

Il faudrait aussi parler des professions plus ou moins directement reliées au tourisme. Prenons le **bâtiment**, par exemple. Il est vrai que le tourisme a pu le soutenir

et même le sur-développer, pendant quelques années. Force est de constater qu'aujourd'hui, ce sont les régions les plus touristiques qui sont les plus touchées par le **chômage**. L'île de Noirmoutier est très représentative de cette situation dans notre région : avec ses 400 chômeurs pour une population active de 2.600 habitants (soit 15,5 %) elle est à plus du double de la moyenne française.

Il faudrait encore parler de **ceux qui vendent** des terres, des forêts, des marais à des urbains, ou en tous cas à des gens étrangers au pays, en vue d'usages touristiques... avec toutes les conséquences pour ceux qui vendent (courant parfois après de singulières plus-values), pour ceux qui achètent et ceux qui contribuent aux transactions (intermédiaires dont la présence et l'action ne sont pas toujours aussi bénéfiques qu'on veut bien le dire)...

Je n'ai guère qu'effleuré dans ce deuxième point, ce que deviennent les hommes et les femmes producteurs de tourisme. Comment prendre vraiment en compte leurs espoirs plus ou moins avouables, leurs déceptions aussi ? Comment évaluer l'actif et le passif du tourisme, non pas d'abord par rapport à leur porte-feuille ou à leur compte en banque, mais par rapport à leur santé, leur équilibre personnel, leur vie de famille, l'évolution de leurs mentalités et de leur échelle de valeurs ? Pour faire ainsi les comptes du tourisme, il faut poursuivre ensemble l'étude et la réflexion. Il est surtout indispensable que puissent parler et être entendus, ceux à qui on ne demande généralement pas leur avis ; **ceux qui n'ont ni accès, ni voix au chapitre**, là où se fait le tourisme, là où se décide son avenir.

III. - Le troisième homme

J'appelle « 3^e Homme » du tourisme, tous ceux qui sont situés dans une région dite touristique, sans y être ni consommateurs, ni producteurs de tourisme. En effet, même s'ils ne sont pas acteurs touristiques, ils sont forcément marqués de bien des manières et parfois très profondément, par le tourisme qui règne chez eux. Sur notre côte, le tourisme est comme une atmosphère que tout le monde respire, et l'industrie touristique est une énorme machine où chacun, même s'il s'en défend, est comme un rouage dans un engrenage.

Ce « troisième homme », ce peut être par exemple les **enfants**, dont beaucoup sont laissés à eux-mêmes parce que leurs parents sont pris par la saison ; ou alors les enfants, qui, dans nos petits patelins côtiers, se trouvent vivre tout à coup, pour deux ou trois mois, une vie urbaine plus ou moins factice. A travers ce qu'ils voient et entendent, qu'est-ce qui se modifie en eux ? Cela est difficile à dire, mais sûrement, beaucoup de choses.

« Troisième homme », ce sont, à l'autre extrême, les **anciens**. Faut-il rappeler qu'ils sont très nombreux dans les régions les plus touristiques ? Sur notre côte un peu plus d'une personne sur 5 est retraitée (20,5 % alors que la moyenne française est de 15,6 %). En particulier, beaucoup d'anciens transforment leur résidence secondaire en résidence principale, ce qui modifie beaucoup l'équilibre démographique, social, économique et finalement tout l'équilibre humain de la région. Pendant que les estivants sont là, certains anciens trouvent que « ça fait de l'animation », ils s'en réjouissent ; mais beaucoup ne peuvent plus guère sortir de chez eux, ils se sentent perdus dans cette foule, en danger pour traverser une rue, etc.

« Troisième homme » encore : tous les **travailleurs** permanents (agriculteurs, ouvriers, etc.) dont le rythme de travail et la vie quotidienne sont perturbés par l'invasion touristique. Il devient beaucoup plus difficile et plus long de circuler avec un tracteur ou un camion (ou même une voiture). A certains moments, bien des rues ou des routes de chez nous connaissent des embouteillages qui n'ont rien à envier à ceux des villes. Pour aller au travail ou en revenir, me disait tout récemment un ouvrier, il n'est pas rare de passer trois fois plus de temps l'été que l'hiver. Par ailleurs, parents et amis viennent de plus en plus en vacances chez nous. C'est sympa ! On est content de les voir et de leur rendre service ; mais quand pendant deux mois et demi, il faut ainsi subir plusieurs vagues de vacanciers qui, eux, n'ont pas la peine de se lever tôt pour prendre le travail, « on termine l'été sur les rotules ».

Il importe d'ajouter ceci : parmi ceux que j'appelle le « 3^e homme », un nombre non négligeable tendent à glisser vers les seconds, c'est à dire **cherchent à profiter eux aussi** de la manne touristique. Certains enfants sont très ingénieux pour pêcher et vendre bigorneaux, palourdes, grenouilles, que sais-je encore ? Ce n'est pas défendu, mais il faudrait voir ce qu'un tel système fait d'eux, en particulier ce qu'ils font de l'argent ainsi gagné, surtout quand leurs parents sont très occupés par ailleurs. Parmi les anciens, et aussi dans toutes les catégories, on voit beaucoup de propriétaires chercher à spéculer sur des bouts de terre plus ou moins grands, en cherchant à les vendre comme terrains à bâtir, on en voit aussi beaucoup qui louent pour l'été le moindre cagibi... ou même leur propre maison, quitte à se réfugier au garage. Sans parler des agriculteurs qui font un peu de vente directe aux estivants : lait, œufs... Certaines personnes appellent cela des « retombées économiques ». Elles pensent que ces retombées plaident en faveur du tourisme. On peut aussi y voir des miettes qui amusent le monde en dessous de la table, pendant que sur le dessus se trouve tout ce qu'il faut pour les quelques uns qui s'empiffrent.

Cette sorte de dérive qui pousse le 3^e homme vers le second n'est pas sans poser bien des problèmes humains. Elle éveille et entretient, chez beaucoup de petites gens, l'**espoir** qu'eux aussi vont **pouvoir profiter** du tourisme. En fait, les profits sont souvent

ridicules et les espoirs déçus. Mais le mal est fait ! On va s'obstiner à louer des logements pour l'été, et tant pis pour les jeunes ménages qui ne trouvent pas à louer à l'année. On n'ose pas demander, face à face, un prix de location élevé, alors on passe par une agence ; ainsi les transactions se font au prix fort, chacun jurant qu'il n'en est aucunement responsable. On va s'obstiner à vendre ses terres pour construire, et tant pis si ce sont des hectares qui arrangeraient tel jeune agriculteur voisin !...

Et c'est là le deuxième danger de cette dérive. Non seulement, la séduction touristique démolit quelque chose dans les hommes, mais elle introduit, ou du moins renforce et exaspère, des **contradictions** parfois mortelles dans des ensembles humains traditionnels. En particulier dans l'agriculture, la rupture ne va-t-elle pas devenir irrémédiable entre ceux qui sont résolus à faire vivre et progresser l'agriculture en protégeant et défendant leur outil de travail, la terre, et ceux qui préfèrent chercher la plus-value d'une vente en terrains à bâtir ? Plus largement, dans l'ensemble de la population, le fossé peut être large et profond entre ceux qui proclament que le tourisme est « notre seule chance » (ou notre seule possibilité) et ceux qui militent et se battent pour une économie plus diversifiée, mieux équilibrée, finalement plus humaine.

Je voudrais dire enfin que, tous, qui que nous soyons, où que nous habitions, nous sommes, pour notre part, ce « 3^e homme » : **le Vendéen typique** (soi-disant typique), vieil agriculteur qui s'abrite dans sa chaumière, vieux royaliste qui maintient les traditions, vieux catholique qui croit au moins à la sorcellerie et aux « enjominements » (mauvais sorts), vieux Chouan qu'on retrouve dans tous les hauts-lieux de la guerre des Géants, etc. Si vous lisez un peu les journaux, revues et livres qui, chaque été, parlent de la Vendée et des Vendéens, c'est parfois incroyable, débile et scandaleux tout ce qu'on peut dire de nous. Un exemple. Durant l'été 79, un grand hebdomadaire a consacré tout un dossier à la Vendée : « Ce n'est pas par hasard si la chouannerie est née dans ce paysage. La nature s'est, de tout temps, prêtée au braconnage, à l'affût, à l'embuscade, au repli. C'est que le Vendéen est un travailleur de la terre (1) dont il connaît chaque recoin et tous les caprices. Comme avant, comme depuis toujours, les descendants des Chouans vivent repliés le soir dans leurs fermes, à l'écoute du vent qui peut apporter la pluie, qui fait frémir les arbres dont le bruissement rappelle les légendes d'antan, du temps où l'on chuchotait à la veillée, des histoires de démons et de sorcières ».

Parfois, j'ai envie de réagir comme cette vieille maraichine que quelqu'un voulait absolument photographier avec sa coiffe, et qui lui a tourné la « darère » en disant : « Ma tête est pouët à vendre ! » Ou comme ce groupe (un groupe folklorique s'il vous plaît, mais un groupe qui sait mettre le folklore à sa place), affichant cette proclamation à l'entrée d'une fête : « Charette, Merlin-Plage, la brioche vendéenne seront-ils toute

(1) Au recensement de 1975, 21 % des Vendéens sont agriculteurs !

la Vendée ? Revirons-nous » (résistons, redressons-nous). Ou cet autre : « Touristes, la Vendée vous accueille. Nous ne voulons pas être les gardiens d'un Musée. Les gloires locales, c'est NOUS ! ».

Au total donc, face à ceux qui proclament : « Source de richesse pour une région, le tourisme l'est incontestablement », il faut placer l'aveu du Secrétariat au Tourisme, qu'un journaliste résumait ainsi : « Le tourisme n'enrichit pas, il dépeuple et coûte cher ».

IV. - ...Et le quatrième ou l'homme politique

Parler, comme je l'ai fait, des trois hommes du tourisme, ce peut être éclairant et utile. Mais c'est trop simple et finalement en partie infidèle à la réalité.

D'abord, il est rare que quelqu'un soit uniquement et toujours un seul de ces trois hommes. Il est au contraire fréquent que l'on soit, successivement ou tout à la fois, de deux ou trois de ces types d'hommes. Par exemple, un commerçant ou un saisonnier qui part en vacances, c'est un producteur qui devient consommateur de tourisme. Les vacanciers qui retournent s'enfermer dans une usine de bateaux de plaisance, sont des consommateurs qui redeviennent producteurs de tourisme. Changeant ainsi de situation par rapport au tourisme, ils peuvent changer de points de vue. Par exemple, le commerçant qui, en tant que producteur touristique, vise à attirer et retenir le plus de monde possible, cherchera peut-être au contraire, comme consommateur touristique, à être seul dans un coin tranquille.

De plus, les « 3 hommes » du tourisme (producteur, consommateur et 3^e homme), ont à **vivre ensemble**. Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils le souhaitent ou qu'ils s'y résignent, il faut bien qu'ils vivent ensemble. Cela suppose des collaborations, mais aussi bien des affrontements et des conflits, pour arriver à des compromis. C'est là que, pour rendre possible une vie collective toujours difficile, intervient le « 4^e homme », l'homme politique, de l'échelon le plus humble (conseil municipal) au plus élevé, en passant par tous les intermédiaires. Je crois pouvoir témoigner que, dans les conseils municipaux (sur la côte au moins), il est des gens qui se donnent bien de la peine et se battent avec beaucoup de courage pour situer le tourisme à sa juste place et maîtriser son développement. On ne peut cependant manquer de s'interroger. Paul Valéry n'avait-il pas raison quand il disait : « La politique est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde ? »

D'abord, pour un élu moyen, il est **difficile de voir clair** : les chiffres du tourisme sont si difficiles à comprendre, quelquefois ; ou mal expliqués (certains se demandent

si ce n'est pas fait exprès !) Pour un élu local moyen, informations et formation sont un grand besoin ; mais les possibilités sont très réduites.

Par ailleurs, la gestion municipale est devenue tellement complexe et prenante qu'on peut se demander s'il ne faut pas être travailleur indépendant ou retraité pour trouver **le temps et les moyens** de s'en occuper comme il convient : s'informer, se former, lire, se déplacer, etc., autant d'éléments qui excluent évidemment de larges couches de population. Ainsi, dans les 9 cantons côtiers, les ouvriers constituent plus de la moitié de la population active ; ils sont à peine 1 sur 10 dans les conseils municipaux. Mais, si depuis des années, ils avaient été plus nombreux à pouvoir y prendre place et sans être des otages, la côte vendéenne et le tourisme vendéen ne seraient pas ce qu'ils sont. On ne me fera pas croire le contraire.

Autre point très important à signaler : les élus locaux ont la nette impression d'être de plus en plus de simples figurants, de pures marionnettes, devant des **administrations** nombreuses et puissantes. En 78, M. Chadeau, directeur de la DATAR, proclamait : « L'aménagement du territoire doit devenir de plus en plus une politique locale... Les élus, les représentants socio-professionnels sont les mieux à même de préserver et de mettre en valeur ». A cette époque il pouvait dire cela sans trop de danger s'il est vrai (comme l'a analysé M. Renard pour notre côte) que, depuis les élections municipales de 77, « Il y a en place, tant au sein des conseils municipaux que dans la structure sociale et professionnelle des populations, une majorité pour approuver les choix et les initiatives privilégiant les activités touristiques ». Cette position de force des partisans du tourisme n'est pas notre moindre problème.

Enfin, le pouvoir politique est souvent parasité, ou carrément dominé, par les **pouvoirs économiques**. Soit parce que ceux qui détiennent le pouvoir politique sont des gens qui profitent du tourisme et qui s'ingénient donc à le développer (1). Soit parce que des pouvoirs économiques extérieurs réussissent à imposer leur loi : promoteurs, capitalistes privés, banques diverses...

Et voilà qui nous ramène à l'homme. On pourrait en effet penser que le pouvoir politique serait tout entier au service du bien des hommes et des femmes. Et voici qu'aux yeux de beaucoup, ce sont au contraire les responsables économiques, les financiers et les technocrates qui imposent leur loi. Lorsque l'économie s'impose en politique, lorsque la course au profit risque de dominer le souci des hommes (et surtout des plus démunis), ne faut-il pas tirer le signal d'alarme ?

C'est ce que j'ai essayé de faire. Je n'ignore pas les aspects positifs du tourisme. J'ai voulu surtout souligner les autres...

(1) En 1977, un rapport officiel voyait là la source principale d'une orientation très exagérée vers le tourisme.

Conclusion

Avec les psychologues et d'autres, il faut reconnaître que **l'homme** est un bouillonnement de désirs contradictoires, ce qui fait de lui un être mélangé, partagé, ambigu, capable de tout. Les responsables de l'industrie touristique ne sauraient donc se justifier en disant : « Nous répondons à ce qui nous est demandé : il faut bien faire **avec** les hommes tels qu'ils sont ». Non ! Car la réponse donnée trie toujours parmi des demandes qui sont - ou peuvent être - fort diverses, voire contradictoires. Ensuite, s'il est partiellement vrai qu'il faut faire avec les hommes tels qu'ils sont, il est tout aussi vrai - et sans doute plus important - de travailler à leur donner les possibilités d'être autres que ce qu'ils sont.

Par ailleurs, il est vain de se contenter d'appeler à ce changement de l'homme. Il est désormais impossible de continuer de penser ou de dire que loisir et tourisme peuvent sauver l'homme. La sociologie et l'histoire sont formelles. Même s'il est vrai qu'au départ, ce sont les hommes qui créent **les structures** de la société, ces structures sociales, acquérant ensuite une large autonomie, façonnent l'homme, produisent un certain type d'homme. Si bien que l'homme tend toujours à devenir prisonnier et victime des techniques qu'il a inventées pour se libérer. La machine à vapeur a libéré les hommes de bien des servitudes, mais n'a-t-elle pas entraîné l'esclavage salarial ? L'agriculture s'est industrialisée pour rendre le travail plus facile, mais les agriculteurs ne sont-ils pas devenus esclaves de la productivité et de la rentabilité ? Et le tourisme, en s'industrialisant, ne connaît-il pas le même retournement ?

En appeler ainsi, à propos du tourisme, à un changement de l'homme et à un changement de la société, cela pourrait laisser supposer que, dans la situation actuelle du tourisme, tous seraient également responsables, et tous également victimes. Or, les analyses économiques et politiques nous obligent à reconnaître et à dire ceci : si le tourisme est ce qu'il est, c'est en grande partie en raison de la place qu'y tiennent **les catégories privilégiées et dominantes**, celles qui disposent le plus aisément des informations, des moyens techniques et financiers. Voici d'ailleurs une réflexion émanant d'un groupe des milieux dirigeants : « C'est un lieu commun de dire que le tourisme est devenu une industrie et que le loisir est une marchandise. Il est aisé de contester la publicité faite par les agences de voyage. Il est facile de critiquer les promoteurs. Mais n'en sommes-nous pas, nous aussi, responsables ? »

Il faut encore voir plus loin et plus profond. Un autre groupe de ces mêmes milieux dirigeants dit : « Ce monde fut principalement façonné par les générations successives de nos milieux. La civilisation actuelle reflète surtout leur culture, le système de valeur auquel ils sont attachés. Même conçues pour tous, lois et institutions protègent d'abord leur statut. Collectivement, ils exercent l'essentiel de ce qu'on appelle le « pouvoir ».

Il ne s'agit pas seulement du pouvoir économique et politique, dont beaucoup de personnes se déclarent exclues, mais aussi du pouvoir culturel. C'est leur mode de vie qui est présenté comme une sorte de norme, de but à atteindre, tant par l'institution scolaire que par les moyens de communication sociale et la publicité. En cela, ils constituent bien le groupe dominant de la société ».

J'admire personnellement la lucidité et le courage de ce groupe qui ose ainsi parler. Mais il faut surtout en tirer les conséquences et changer ce qui doit être changé. Il faut en revenir à la norme qui doit être la nôtre, si nous voulons prendre en compte le tourisme d'une manière correcte. La priorité absolue, c'est le bien des hommes ; plus précisément et avant tout, le bien des plus petits, des plus silencieux, des plus démunis. Il faut œuvrer de telle sorte que le moteur du tourisme ne soit pas la recherche du profit, que sa loi ne soit pas celle de l'offre et de la demande, que ses maîtres ne soient pas les détenteurs de capitaux. **Le tourisme est fait pour l'homme, et non pas l'homme pour le tourisme** (1), telle est, en tout cas, ma conviction (et si je puis dire : ma foi).

... Et ce que je dis du tourisme, n'est-il pas vrai également de toute la vie ? Comme le dit le C.E.A.S. des Côtes du Nord : « Qu'on ne s'y trompe pas, il serait vain de vouloir changer les vacances sans, dans le même temps, travailler à la transformation des conditions de travail, d'habitat, d'existence, etc., des vacanciers là où ils vivent 11 mois sur 12 ». Sans oublier la presque moitié des Français qui ne sont pas vacanciers. Ainsi, **lutter pour un autre tourisme est inséparable de lutter pour une autre économie et une autre société.**

(1) Jean-Paul II est intervenu en ce sens au Congrès Mondial de la Pastorale du Tourisme, le 11 novembre 1979.

INFORMATIONS ET NOUVELLES

Un nouveau secrétaire général

Les membres de la Mission de France viennent d'élire Jacques PELLETIER secrétaire général, Francis COREN-WINDER étant parvenu à la fin de son mandat. Roger ETCHEGARAY a approuvé cette élection et a nommé Jacques à cette fonction qu'il exercera à partir de septembre prochain.

Originaire de Loire Atlantique, Jacques a 52 ans. Il a été ordonné en 1957. Après un séjour de trois ans dans l'Aube (Romilly), il a rejoint

l'équipe de Vénissieux dans la banlieue lyonnaise : tout en exerçant la profession de peintre en bâtiment, il assurait l'animation de la communauté chrétienne. En 1966, il fit partie du « redémarrage » des prêtres ouvriers. Devenu membre d'une équipe implantée à Vitry-sur-Seine, dans le diocèse de Créteil, il travaille depuis cette date dans la métallurgie.

Nous retenons quelques lignes d'une lettre envoyée par

Jacques à tous ses amis de la mission de France après sa nomination : « Des jeunes sont parmi nous, avec la même volonté d'engager leur vie au service de l'Evangile, de la construction d'une Eglise ouverte à tous, soucieuse des plus opprimés. Depuis quatre années, j'ai été associé à la « Formation des jeunes ». Je leur dois - pour une bonne part - d'avoir retrouvé une certaine jeunesse, et de croire dans une espérance possible ».

Deux amis nous ont quittés

Le mercredi 8 avril, René Colliard mourait à Montpellier où il était hospitalisé de-

puis une dizaine de jours. Il avait 65 ans et avait été ordonné en 1940. Il était à Tou-

lon depuis 1963, d'abord chargé de l'aumônerie diocésaine de l'A.C.M.S.S. (Action

catholique des milieux de la santé et services sociaux), puis de l'A.C.I., (chrétiens des milieux indépendants) dont il redoutait « l'exploitation » par l'Eglise : « Vous leur demandez toutes sortes de services : leur argent, leur temps pour les œuvres, le catéchisme, la préparation au mariage ; mais leur annoncez-vous Jésus Christ au creux de leur vie familiale, professionnelle, sociale ? » Les réunions à la maison diocésaine étaient sans cesse perturbées par les coups de téléphone, les S.O.S., les interruptions de jeunes en peine de confiance et toujours sûrs de pouvoir compter sur lui, qu'ils appelaient familièrement : « Coco ». Les jeunes accrochés, « dragués » un peu partout, il en a rencontré des centaines et des centaines, dans de multiples recollections et retraites, dans les collèges de Toulon, de La Seyne et un peu partout en France.



A peine un mois plus tard, le samedi 2 mai, **Joseph Rousselot** décédait à l'hôpital St Antoine à Paris. Il était né le 31 mars 1915 en Anjou

(Roussay). Après quelques années de séminaire à Angers, il a rejoint la zone libre à Limoges, en 1943 où il termina ses études théologiques. La guerre terminée, il choisit de rester à Limoges, diocèse pauvre en prêtres.

Deux périodes se partagent l'existence de Joseph. D'abord celle de Limoges, environ une dizaine d'années. De grands moments ont marqué ces dix ans d'intense création, des moments qui se recoupent et se superposent. Au départ, c'est la « mission de Limoges » dans les années 46-47, ce temps où le mot « mission » avait la résonnance des commencements. Joseph fait alors partie des premiers prêtres-ouvriers (il est useur de grains dans la porcelaine) qui commencent à travailler à Limoges en même temps qu'à Paris, Toulouse et Lyon. Peu après, il accepte d'animer régulièrement chaque semaine une chronique religieuse à Radio-Limoges pendant environ huit ans, Parole de feu qui tranche à vif avec le langage traditionnel de cette époque. Joseph acquiert là une audience considérable - tant d'incroyants que de cro-

yants - dans tout le Limousin, le Poitou et le Périgord. La religion redevient « crédible » dans cette région fortement déchristianisée, comme on disait autrefois. « Les Chemins de la Résurrection » seront les livres publiés à beaucoup d'exemplaires, qui reproduiront ces causeries de Radio-Limoges.

Pendant la même période, il faut également signaler la création - sous l'impulsion de Joseph - d'une équipe de jeunes portant le témoignage de leur foi, par des veillées et des chants, dans toute la région, notamment dans les campagnes limousines. Ces compagnons s'appelaient l'équipe de **MARANA THA** (« Seigneur VIENS ») ; beau nom emprunté aux derniers versets de l'APOCALYPSE, ce livre ultime du Nouveau Testament qui a toujours fasciné Joseph.

Enfin une dernière initiative au début des années 50 ; la création d'une nouvelle paroisse : Ste Thérèse de Limoges, dans un quartier périphérique et populaire de la ville. La naissance de cette petite paroisse suscite un élan étonnant d'adhésion et de participation. Quelque

chose se passe : style de vie différent des prêtres, liturgie nouvelle pré-conciliaire, bien avant la lettre, autre accueil de la population, etc. Avec l'arrêt brutal des prêtres-ouvriers, en 1954, commence la deuxième période de l'existence de Joseph. Il quitte Limoges et commence alors un long chemin d'EXODE qui ne s'achèvera qu'avec sa mort.

Joseph avait acquis dans ces dix années une notoriété et une certaine « réussite apostolique » : il veut rompre avec elles et choisit un itinéraire de pauvreté dont voici les principaux linéaments depuis 25 ans.

D'abord un désir fort l'habite, à l'image de François d'Assise : devenir le plus pauvre sans tricher, et il va ainsi jusqu'à épouser pendant quelques mois la condition de « clochard » de campagne.

Et il part ensuite en ISRAEL comme les pèlerins du Moyen-Age, dans un dénuement extrême.

Il s'installe définitivement à PARIS vers la fin des années 60 avec un désir de retrait pour y vivre une longue expérience d'effacement, de burinement et d'intériorité.

Vers la fin des années 60, son vieil ami de jeunesse, Guy RIOBÉ, évêque d'ORLEANS, lui propose NARGIS, une petite paroisse rurale de son diocèse, qu'il anime pendant près de dix ans. Joseph est très attaché à cette communauté où il retrouve sa parole et sa pulsion évangélique. Mais sa santé, qui se dégrade, ne lui permet pas de garder cette tâche, qu'il appréciait et où il était apprécié.

Ses dernières années se-

ront, elles, plus spécialement consacrées à un ministère de la correspondance. On lui écrit de partout et surtout de sa région d'origine. Les gens les plus divers et souvent inconnus. Il répond à un rythme d'environ 15 lettres par jour !

Sa maladie s'aggrave dans le courant de 1980. Il est contraint de s'arrêter fin octobre. Hospitalisé d'abord à CHOLET, il se repose ensuite dans sa famille à ROUSSAY avant d'être à nouveau hospitalisé à PARIS, à St Antoine, où il passe deux mois et demi dans un affrontement très rude avec la mort. Les dernières semaines sont plus calmes. Une grande paix monte progressivement en lui ; il dit même cette phrase à plusieurs d'entre nous : « Dieu m'a fait une grande grâce... Il m'a parlé, il m'a dit que j'allais mourir... que c'est beau... »

Les psaumes

Une rencontre de trois jours (du vendredi 31 juillet au dimanche 2 août) se tien-

dra à Fontenay pour réfléchir, méditer et célébrer à partir des psaumes. Ce rassemble-

ment, à la fois session et récollection, sera animé par un moine de la Pierre-qui-Vire :

Mathieu COLLIN. Le programme qui laissera aux participants des temps libres de méditation personnelle et des moments de prière commune, essaiera de suivre cet itinéraire :

Psaumes, prières d'un peuple affronté à l'histoire du monde,

Psaumes, carrefour biblique et carrefour des nations en marche vers Dieu,

Psaumes, prière du Christ, prière des croyants, nourriture de la communauté chrétienne.

Les ordinations

Le samedi 20 juin en l'église du Bon Pasteur (Paris 11^e) 4 prêtres et 2 diacres ont été ordonnés. Au cours de cette même ordination, 3 jeunes hommes ont fait leur premier engagement à la Mission de France :

Ont été ordonnés au ministère presbytéral :

- **Hervé Bienfait** originaire de Lille, envoyé dans l'équipe de la Mission de la mer à Marseille.

- **Joël Cherief** originaire de Lille, envoyé dans l'équipe P.O. à Lyon

- **Arnaud Favart** originaire de Paris, envoyé dans l'équipe de Limoges

- **Jean Toussaint** originaire de Nancy, qui se prépare pour une équipe en pays Arabe.

Ont été ordonnés diacres ce 20 juin :

- **Arnaud de Boissieu** originaire de Rennes, actuellement dans l'équipe P.O. à Lyon.

- **Philippe Deterre** originaire de Troyes, actuellement en équipe de Formation.

A été ordonné diacre le 21 mars à Fontenay, **Jean-Pierre Fouilleul** originaire de Laval, envoyé à l'équipe des Bâtiments et Travaux Publics de Fos-sur-Mer.

A la découverte de la Bible Collectif (1)

Il s'agit d'une excellente introduction à la Bible écrite pour des travailleurs et travailleuses à la demande de militants des mouvements suivants : J.O.C.F., A.C.O., A.C.E., J.O.C. Dans un avertissement aux lecteurs, ces mouvements disent combien la Bible leur est nécessaire pour relire à sa lumière leurs vies. A l'encontre du préjugé selon lequel les textes bibliques ne seraient ouverts qu'aux savants, ils affirment que « la Bible est pour tous ». Certes, il faut quelques éléments d'information, une certaine préparation : avec la grande maîtrise que procure l'expérience, les auteurs de « A la découverte de la Bible » prouvent que la science est bien communicable quand elle est servie par une volonté fraternelle. Jamais l'ouvrage ne tombe dans la vulgarisation méprisante pour le lecteur ; jamais ne sont masquées les nuances ou les questions. Le langage est transparent, l'information est sérieuse et les qualités techniques réunies avec les index et les cartes nécessaires.

Le but délibéré est atteint : fournir un bon outil de travail. L'ensemble des recherches bibliques est rassemblé, le texte a réclamé deux ans et demi d'élaboration, il a été relu, critiqué et expérimenté. Parler de bon outil de travail ne signifie pas que ce texte se veuille la méthode de lecture de la Bible, comme s'il y avait un mode d'emploi unique de l'Ecriture. Ce qui est offert, c'est un instrument de formation pour des destinataires précis. Pour eux, comprendre la Bible, c'est accueillir l'expérience de Dieu faite par d'autres et la confronter à leur propre rencontre de Dieu par Jésus-Christ aujourd'hui.

Ceux qui ont demandé cet instrument ont conscience d'appartenir à un peuple de croyants. C'est dire que l'histoire tient une place importante dans la méthode suivie pour aborder l'Ecriture et définie p. 17. L'histoire n'est pas citée ici comme toile de fond simplement, mais comme histoire vécue d'un peuple qui modifie sa manière de dire et de vivre sa foi.

Ces pages, maniables et éclairantes, constituent plus qu'une initiation : elles ouvrent le trésor d'où on tire « du neuf et de l'ancien », ce trésor où l'Eglise confessante continue de puiser le langage de la foi dans une recherche communautaire. « C'est une démarche de chrétiens en Eglise. C'est cette vie d'Eglise, cette relecture collective de la Bible et de la vie qui nous fait devenir et grandir comme croyants. Elle enracine notre expression de foi et nous provoque à une nouvelle parole de croyants pour aujourd'hui, au cœur de notre vie et de nos luttes » (p. 11).

Eric Brauns.

(1) I - Chemins d'un peuple, histoire d'un livre. L'Ancien Testament. II - Un seul Jésus-Christ, une foule de témoins. Le Nouveau Testament. Paris, Les Editions Ouvrières, 1980 (en 2 volumes brochés ou un seul vol. relié) (Auteurs : Tome I : A. HARI, E. LAFONT, A. REBRE, C. WIENER, M. WIRTH - Tome II : F. DUMORTIER, A. GOURMELEN, R. JOSSE, J.-M. LABAT, J. LANDIER, D. PIZIVIN, B. RACCOSTA, P. de SURGY, R. VARRO).

Jésus et l'histoire

Charles Perrot (2)

Les rapports que la foi entretient avec la connaissance de l'histoire sont pour le moins ambigus. Les uns ont invoqué l'histoire entre la foi en pensant produire la « réalité » contre la mythologie, les autres ont prétendu justifier la foi par le recours à l'histoire en croyant remplacer le témoin par les « faits ». L'histoire a été récusée en raison de la fragilité des documents ou de la « subjectivité » des textes ; elle a aussi été écartée au nom de la radicalité de la décision de foi. Rien ne permet, en christianisme, de subsister l'histoire à la foi (historicisme) ou la foi à l'histoire (fidéisme).

Dans « **Jésus et l'histoire** », Charles Perrot, professeur d'exégèse du Nouveau Testament à l'Institut Catholique de Paris, propose une voie qui ne contourne pas la question de l'histoire concernant Jésus. Son projet est d'« écrire un livre sur Jésus de Nazareth » (p. 15) et pour cela, il rassemble les résultats d'une somme considérable de recherches. Cette gerbe d'informations sur le milieu du judaïsme du 1^{er} siècle constitue un ouvrage passionnant qui ne peut pas ne pas transformer le regard de l'homme croyant sur le Maître de notre foi. Des acquis se précisent sans que pour autant soient passées sous silence les questions qui demeurent en suspens.

Après une première partie qui nous met au clair sur ce qu'est aujourd'hui le travail de l'historien, Ch. Perrot décrit successivement le temps et l'espace où évolue Jésus, puis sa relation avec ses frères juifs, son rapport avec le Règne de Dieu et enfin il nous conduit à ces premières communautés écrivant l'histoire de leur Seigneur. Une biographie de Jésus est impossible à composer, mais cela ne veut pas dire que l'on ne puisse rien dire de son identité historique : l'historien repère minutieusement les différences qui apparaissent entre Jésus et les mouvements religieux environnants et aussi entre Jésus et le témoignage des communautés chrétiennes. C'est la convergence de ces écarts qui permet d'approcher un individu précis, à la fois enraciné et distinct.

Ce livre, très riche et mesuré, est marqué par un effort de lisibilité comme les autres titres de la collection. Il s'achève sur une très belle méditation où éclate la vie de la communauté ecclésiale partageant le souper du Seigneur, se remémorant sa parole et disant son histoire à l'aide du « dictionnaire sacré de l'Écriture » (p. 306).

Eric Brauns

(2) Paris, Desclée (coll. « Jésus et Jésus-Christ » n° 11) 1979, 336 p.

Les hommes de la fraternité

Michel Clévenot (3)

Collaborateur très actif de la « Lettre », animateur, en liaison avec F. BELO, de tout le mouvement d'approche « matérialiste » de la Bible, Michel CLEVENOT ne cache pas ses options politiques et sociales, et tout ce qu'il produit est animé d'un souci militant. Mais la série qu'il inaugure aujourd'hui avec **Les Hommes de la fraternité** exprime cet engagement d'une manière assez nouvelle, qui devrait lui attirer de nouvelles sympathies.

S'appuyant sur un travail acharné de documentation historique, Clévenot explore ici le premier siècle de notre ère, celui des débuts du christianisme. Il le fait en présentant, non pas une brillante synthèse des courants d'idées ou des forces sociales en présence, mais une série de trente « flashes », où apparaissent tour à tour ou face à face les « grands » - ceux dont parlent depuis toujours les monuments qu'on visite et les livres d'histoire - et les « petits », travailleurs ordinaires, artisans, esclaves, soldats, marchands... et parmi eux les premiers chrétiens répandus dans le monde romain. Inscriptions antiques, œuvres des historiens romains, textes du Nouveau Testament sont ici fouillés, avec l'aide des travaux d'historiens actuels, pour faire revivre tout ce monde avec ses contrastes, ses injustices criantes, ses espoirs, ses révoltes - et, enfoui en plein dedans, le mouvement déroutant et plein de vie qui se rattache à Jésus de Nazareth. Ça et là, souvent en fin de chapitre, une petite phrase nous invite à juger, à prendre parti, à confronter avec notre monde d'aujourd'hui ; mais avant tout, ce sont les faits qui parlent : ces hommes, ces femmes sont là devant nous, à nous d'essayer de comprendre.

Le style est vivant, alerte, plein de trouvailles. Et pour les gens sérieux, à la fin, une trentaine de pages de notes, index, tableaux, renvoient aux sources utilisées et aident à se retrouver dans cet univers foisonnant.

Un livre qui joint sans cesse le plaisir de la lecture et l'appel à réfléchir sur le passé et sur le présent, un livre qui questionne sans endoctriner... Cela fait attendre avec impatience les volumes suivants dont l'un (de Trajan à Constantin) est déjà en préparation.

Claude Wiéner.

(3) Paris, F. Nathan (coll. « Histoire et Documents) 1981, 232 p.

A paraître aux Editions LE CENTURION en septembre 1981 :

Aujourd'hui la Mission de France

Convictions et recherches

présentées par

Pierre Gorbé

de la Mission de France

et Yvan Daniel

coauteur de « France, pays de Mission ».

Depuis 40 ans, la Mission de France... Un voyage pourtant à peine commencé. A la manière d'Abraham qui partit sans savoir où il serait conduit, les membres de la Mission de France accomplissent ce voyage, en France ou au delà de l'hexagone, simplement poussés par la vie quotidienne, dans les usines et les chantiers, les laboratoires, les bureaux, les services de santé, etc. Partout, ils ont trouvé un peuple de frères qui les appelaient à être des leurs. Ils ont vécu cet appel comme une grâce de prédilection. Leurs cœurs se sont ouverts aux humiliations subies et aux espoirs indéracinables de jours meilleurs. Ils ont rejoint ceux et celles qui ne se résignent pas à une société où l'argent est la référence absolue, ni à un monde où le sang des innocents, quelque part toujours, coule injustement. Alors ils ont été provoqués à réfléchir davantage : que veut dire « annoncer la Bonne Nouvelle » ? Leurs solidarités avec les "petits", dont chacun sait l'importance pour l'Evangile, sont devenues concrètes, fortes, décisives pour leur vie spirituelle et leur espérance d'Eglise... Et voilà, maintenant, la jeune génération engagée elle aussi, à sa manière propre, sur le même chemin, tant il est vrai que l'homme n'en finit pas d'espérer et Dieu de croire en l'homme.

A réexpédier à :

MISSION DE FRANCE, Service Jeunes
16, rue Père-Lucien-Aubry, B.P. 124
94121 FONTENAY-SOUS-BOIS Cedex

Nom Prénom

Numéro Rue

Code Ville Tél.

Date de naissance Profession

● Souhaite recevoir les informations concernant, dans sa région :

- Les veillées du « Fou Libre » ☐
- Les week-end et les groupes ☐
- Les « Pâques à l'Aube » ☐
- Les « Parcours de Croyants » ☐

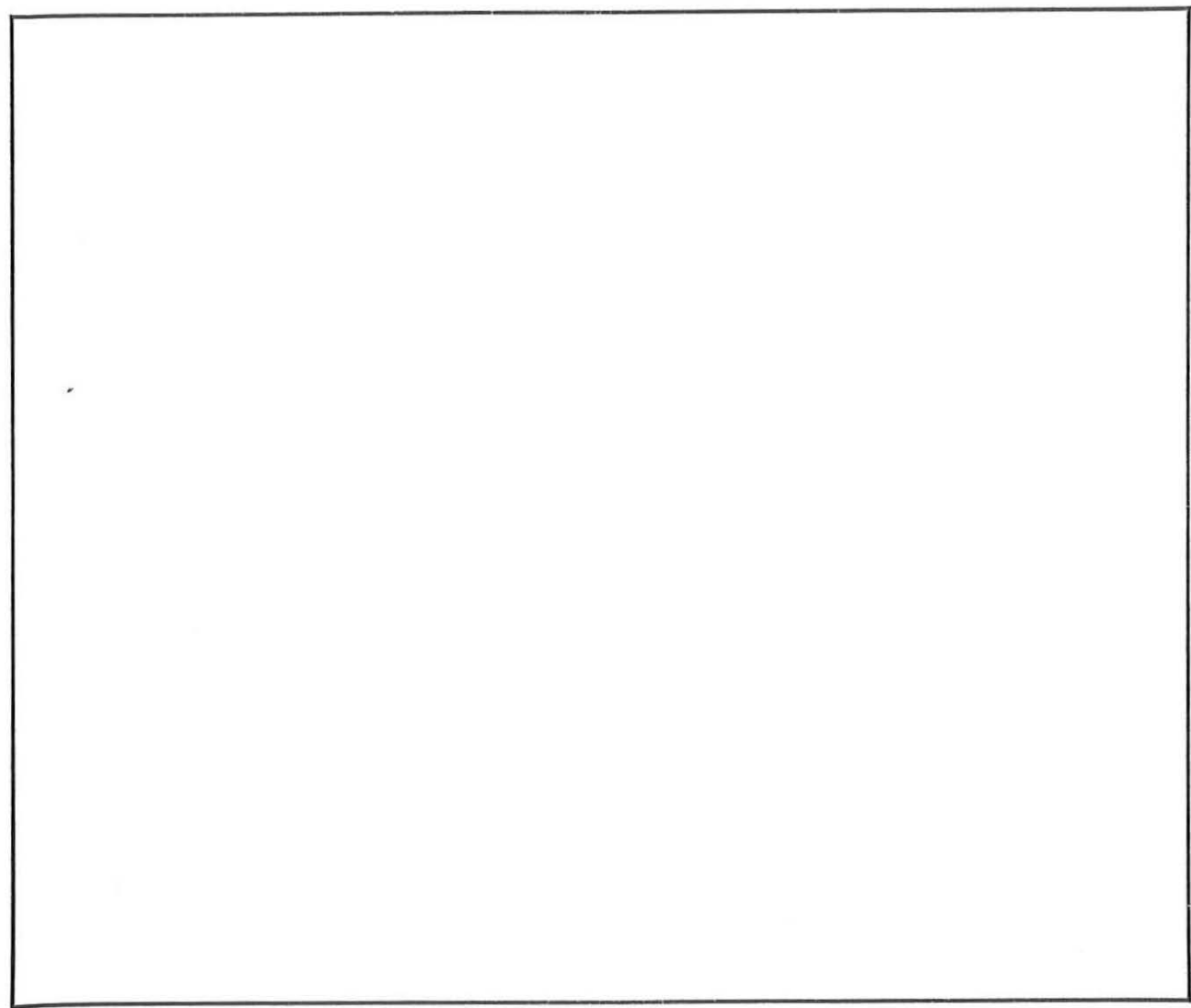
● Souhaite recevoir les informations concernant l'acheminement au ministère : ☐

● S'abonne à « Vin Nouveau » pour un an ☐

6 numéros, en versant 40 Francs par : chèque postal ☐ à l'ordre de
chèque bancaire ☐ « Vin Nouveau »

● Est à la recherche de
.....

● Et si tu veux partager ce que tu vis, tu peux l'écrire au verso ➔



Lettre aux Communautés de la Mission de France et de l'Association

Mission de France - B. P. 124 - 94121 Fontenay-sous-Bois Cedex

C.C.P. Paris 21.596.44 V - Tél. 875.05.07 - Directeur gérant : Francis Corenwinder

**Comité de rédaction : Hugues Derycke, Pierre Gerbé, Albert Grimaux,
Maurice Hérault, Marcel Massard, Clément Pichaud, Jean Vinatier.**

France et étranger : abonnement 1981 ordinaire : 60 Fr

abonnement de soutien : 80 Fr - le numéro, franco : 10 Fr

nous consulter pour les envois par avion ou sous pli cacheté.

Pour tout changement d'adresse, envoyer la dernière bande et 5 Fr en timbres.

Maquette : J.M. Bertholle
